

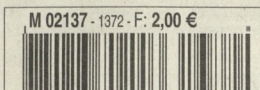
le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde **libertaire**



Argent facile sur le dos du peuple chinois,
Campagne nauséabonde autour de l'adhésion de la Turquie,

L'Europe lave plus blanc



2€
ISSN 0026-9433

« Aimer les chats, c'est être du bon côté une fois pour toutes. C'est abolir les vieilles superstitions, c'est réhabiliter les hérétiques. »

Louis Nucera

hebdo n° 1372

du 21 au 27 octobre 2004

F°P 2520

Sommaire

Les nouvelles du front se focalisent sur les délocalisations, par Hugues, page 5



Une pilule, une industrie, des profits, par N. Potkine, page 6

L'autruche et l'araignée se font face... par F. Ladrissé et l'araignée, page 7

Transports gratuits: une semaine ne suffit pas, par le RATP, page 8

On n'aime pas l'attitude de **la RATP**, par D' Martius, page 9

Un colloque pour un **Brésil libertaire**, par Chroniques rebelles, page 11

Le foot, oui, **les favelas** aussi, par Chroniques rebelles, page 12

Kerry ne s'est pas prononcé sur **l'action directe**, par M.L., page 15

Le A cerclé s'est trouvé un archéologue, par E. Zolla, page 17

Christian Lagant illustre les **Chants de Maldoror**, par A. Bernard, page 18



Entretien autour d'un **mur**, par H. Hurst, page 19

La vie, c'est **le mouvement**, page 21

Le mouvement, c'est la vie, page 22

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n ^{os}	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n ^{os}	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Éditorial



Pas une semaine ne passe sans charrier son flot de nouvelles mortifères pour le monde du travail et celui des précaires, des chômeurs, des sans-droits.

Ainsi, tandis que Chirac jouait les prospecteurs-placiers en Asie, passant par pertes et (peu de) profits soixante ans de dictature en Chine, réclamant la levée de l'embargo sur les ventes d'armes, clouant au pilori de son mépris Taïwan, un syndicaliste de Daewoo prenait quelques mois fermes pour avoir fait cramer la tôle. Plutôt que d'être décoré de l'ordre de l'action syndicale bien comprise, il fut au procès enfoncé par un de ses anciens camarades.

De son côté, Raffarin préparait un projet de loi facilitant (encore) les licenciements, pendant qu'une commission parlementaire concoctait une réforme de l'ISF (impôt sur la fortune) en forme de pochette-surprise pour les accapareurs, qui n'en demandaient pas tant.

Ajoutons à cela que les mafieux de l'UMP, par le moyen d'un coup d'état, rendaient son trône de parrain polynésien à Gaston Flosse, ami de Chirac, et le tableau d'une actualité qu'on hésite à appeler fraîche, sera complet.

Décidément, pour qui guette une bonne raison d'espérer quelques ruptures radicales, il ne fait pas bon, ces temps-ci, parcourir les journaux. Tout accaparés qu'elles vont être, dans les jours qui viennent, par le duel que se livrent outre-atlantique Kerry-Pepsi et Bush-Coca, les rédactions parisiennes ne se risqueront pas à rendre compte de la sinistrose qui gagne, chaque semaine un peu plus, les habitants de la vieille Europe.

Docteur Prozac se frotte les mains, patrons et politiciens aussi; y a-t-il plus docile qu'une population déprimée, fatiguée et inquiète? Les yeux rivés sur le prix du litre à la pompe, craignant l'épouvantail turc qu'on lui agite sous le nez tel un hochet pour gosse, elle en oublie un temps les tenants et aboutissants de sa propre aliénation.

C'est le monde comme il va, nous dit-on. Ou va-t-il? On ne le sait que trop bien. Dormez braves gens, nous dit-on, et profitez-en bien: le réveil risque d'être pénible.

Les aventures du capitalisme en Chine



Pierre Sommer

ps@plusloin.org

NOTRE VRP EN CHEF, le président de la République est revenu de son voyage dans l'empire du Milieu, content. Il avait dans sa mallette des tas de contrats signés, paraphés, arrosés qui allaient être d'un grand secours, disait-il, à notre économie qui en a grand besoin. Que, simultanément, on ait à supporter une hausse rapide du prix du pétrole, dont une des causes est le développement économique de la Chine, est certainement une coïncidence.

Mais tout cela est secondaire. Le grand événement pékinois de ces derniers mois est l'accession au pouvoir suprême d'un groupe de gestionnaires modernes incarnés par celui qui n'était jusqu'alors que le patron en titre. Hu Jintao, président de la République de Chine, vient d'accéder au plus haut poste du pays. Il a été désigné comme le dirigeant le plus élevé de l'Armée populaire. Son titre exact est « président de la Commission militaire centrale ». Il a réussi à éliminer le protégé de son prédécesseur. Il est maintenant l'homme fort du pays. Il a les mains libres pour faire ce qu'il veut, c'est-à-dire réformer en profondeur un pays immense.

Nous avons abordé dans un article précédent les risques de surchauffe économique causés par la création tout azimut d'entreprises de toutes sortes, et spécialement des aciéries. Ce développement allait de pair avec une profusion de crédits financiers plus ou moins opaques.

De l'avis de tous les experts, malgré les efforts gouvernementaux, l'économie chinoise peine à ralentir. Le nouveau pouvoir, en la personne de Hu Jintao et de son Premier ministre Wen Jiabao, va devoir trouver rapidement les moyens d'empêcher que le lait ne déborde. Une économie qui continuerait à ce rythme ne ferait que rendre infranchissable le fossé qui existe entre la bande côtière chinoise qui regroupe environ 300 millions d'habitants et le reste du pays qui en compte entre 900 millions et un milliard. Dans ce calcul, il ne faut pas oublier le nombre quasiment inconnu, que

certaines chiffrent à 100 millions, de personnes sans domicile fixe, migrants de l'intérieur, attirés par le miracle économique. Il s'agit là d'une population à la fois misérable et incontrôlable.

Selon le *Financial Times*, l'équipe au pouvoir devrait s'atteler à trois travaux d'Hercule, combattre la corruption, réduire le fossé entre les riches et les pauvres et, enfin, construire une Sécurité sociale. Voici donc un programme ambitieux et révélateur. La corruption au sein de cette société est-elle tellement étendue qu'elle deviendrait un problème national? Peut-être, mais cela cache un autre problème qu'il est malaisé de mentionner officiellement. En réalité, le pouvoir central n'est pas obéi.

L'acier

Depuis le début de juillet 2004, Pékin s'efforce de ralentir par tous les moyens la production d'acier. C'est un échec. Dans une ville, Tangshan, près de la capitale, dix aciéries ont été fermées, pour gaspillage et pollution, et parce qu'elles n'avaient pas reçu les autorisations officielles d'ouverture. Quelques jours après, l'une d'elles a réouvert sans difficulté dans les mêmes conditions. Cela a été la même histoire dans une province centrale, le Hubei. Le gouvernement provincial y a contrôlé 129 aciéries, en a fermé 97, et il y en a encore 200 qui fonctionnent. Les experts chiffrent à plusieurs centaines le nombre de petites aciéries ouvertes depuis peu dans le pays. En 2003, on en dénombrait 871, mais c'était compter sans celles que l'on appelle « backyard furnaces », c'est-à-dire des hauts-fourneaux d'arrière-cour. Ce qui n'est pas sans rappeler l'époque du « grand bond en avant ». Les protecteurs locaux se rient des directives nationales. Pékin, cette fois-ci, semble déterminé à intervenir brutalement car le boom de production de l'acier place le pays dans une situation délicate du point de vue du transport des marchandises. D'une part, le réseau ferroviaire ne peut transporter que 40 % de la production, son infrastructure



n'ayant pas suivi le développement économique, d'autre part l'acier joue un rôle déterminant dans nombre de chantiers industriels. Le gouvernement central a décidé de favoriser la construction de grandes aciéries, technologiquement développées dans trois endroits différents. En même temps, le chantier d'une usine près de Shanghai, propriété du plus grand groupe métallurgique privé chinois, a été arrêté faute d'autorisations en règle. La focalisation gouvernementale sur les aciéries ne relève pas d'un caprice. La demande en acier est colossale, les prix sont hauts et les appétits sont aiguisés. Mais le pouvoir chinois sait bien qu'en régulant la production de l'acier, il contrôle le développement du pays. Cette limitation de la production interne fait les affaires du cinquième plus grand producteur mondial d'acier, le sud-coréen Posco. Il a prévu une augmentation de ses profits de plus de 5 % en 2004. La Chine consomme aujourd'hui un quart de la production mondiale.

La corruption est aussi à l'œuvre dans la production d'énergie. Le quotidien financier français, les Échos, du 13 octobre, rapporte que lors de la privatisation de l'EDF chinoise, des cadres d'une centrale achèteront leur outil de travail pour le quart de sa valeur, en ayant probablement bénéficié d'une ristourne de 25 %, le directeur d'État devenant alors le principal propriétaire. Dans ce domaine aussi, les problèmes deviennent gigantesques. Les centrales actuelles ne parviennent pas à fournir le courant nécessaire aux usines qui poussent comme des champignons.

Eldorado ou menace ?

Voilà donc le pays pour lequel nos patrons ont les yeux de Chimène. Après avoir lu ce qui

précède, on peut se demander pourquoi ils sont aussi intéressés par un pays qui a l'air d'être en permanence sur le fil du rasoir. À les entendre, ils sont attirés par les charges sociales nulles ou presque, les salaires réduits au plus bas et, surtout, ce qu'ils ne disent pas, l'absence de droits sociaux. Pour nos patrons ainsi que pour la plupart de nos dirigeants politiques, la société idéale est celle où l'ouvrier travaille en se taisant, où son espérance de vie est telle qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une caisse de retraite, où il ne sert à rien d'avoir une Sécurité sociale car les soins sont soit inexistantes soit gratuits, et où les droits sociaux restent cantonnés dans les déclarations de principe. Les rares pays qui correspondent à cela sont les actuels et anciens pays « communistes ». Nos patrons sont les derniers prochains. Ils sont de vrais communistes.

Mais si on fait abstraction des cocoricos des uns et des autres, on entend une autre chanson. Les contrats signés ne le sont que s'ils sont accompagnés d'un transfert des savoirs technologiques. L'Occident prédateur n'est plus dans une position colonialiste où l'on extrait le maximum sans rien donner en échange. Le *Financial Times* du 13 octobre met en garde les décideurs contre l'illusion de croire que le profit ne se fera que dans un sens. D'après lui, les industriels chinois vont investir cette année dans le domaine de la recherche et du développement sept fois plus que leurs homologues américains. Les industriels occidentaux ne considèrent la Chine que du point de vue d'une production à bas coût. Qu'elle puisse devenir une base pour la recherche ne les intéresse pas. Pourtant l'effort financier impressionnant accordé par le pouvoir central aux universités pour les amener au plus haut

niveau, joint aux offres alléchantes faites à leurs chercheurs expatriés afin qu'ils rentrent au pays, va avoir pour conséquence probable, à moyen terme, une inversion des flux du savoir. Face à ce développement, les universités américaines qui fonctionnaient avec 40 % de chercheurs étrangers, post-docs pour la plupart, donc les plus productifs, sont dans le creux de la vague. Les mesures sécuritaires de plus en plus sévères envers les étrangers, suite au 11 septembre 2001, ont eu pour conséquence de faire chuter de 50 % le nombre des nouveaux venus dans les laboratoires américains. On assiste, disent les spécialistes, à une fuite des cerveaux « à l'envers ».

Mais, déjà, les effets de l'effort industriel chinois se font sentir. Pur adepte du libéralisme, triomphant lors de l'entrée de la Chine dans l'OMC, le patronat américain du textile et de l'habillement vient de demander à Washington de prendre des mesures protectionnistes contre les importations chinoises. Il faut, disent-ils, profiter de ce que l'accord cinquantenaire sur les produits chinois vient à expiration, pour limiter la place des articles importés dans tout ce qui concerne les pantalons, les chemises, les T-shirts, les draps, etc. La Chine a exporté aux États-Unis pour plus de 2 milliards de dollars d'articles textiles l'an dernier. La conséquence directe de ces importations a été la disparition de 350 000 emplois en quatre ans. Le gouvernement américain doit décider le 1^{er} novembre s'il va ou non prendre cette demande en considération. Juste avant les élections, cela promet. Quelle que soit la décision prise, nouveau quota plus contraignant ou laisser-aller comme les principes théoriques de l'OMC le supposeraient, on est en plein milieu de ce que l'on appelle les contradictions du capital.

Dans le premier cas, Pékin porteraite plainte devant l'OMC, les États-Unis n'ayant pas le droit de limiter les importations chinoises sans limiter ses propres exportations. Le ministère américain du Commerce a déjà suggéré à d'autres secteurs industriels de faire une demande similaire à celle du textile. Il semble que les associations patronales concernées de 54 pays, dont le Bangladesh, le Mexique ou la Turquie, soient intervenues auprès du gouvernement américain afin qu'ils prennent des décisions protectionnistes. En Europe aussi, cette crainte se fait jour. La nouvelle commission va être obligée de se saisir de ce problème. Si des mesures protectionnistes sont prises, ce qui semble à peu près probable, que va-t-il se passer avec nos chers délocalisateurs ? Faute de pouvoir vendre en Occident leurs produits à bas prix vont-ils faire le chemin inverse ? Ils risquent de se trouver face à un sérieux dilemme. Soit ils visent uniquement le marché chinois, et le pouvoir local les laissera faire au bout d'une laisse, soit ils voudront retirer leurs billes, et le même pouvoir policier qu'ils appelaient de leurs vœux les en empêchera. Nous vivons des temps intéressants.

PS.

Nouvelles des fronts



LA LUTTE DES CLASSES se poursuit de plus belle, l'offensive patronale ne connaît aucun répit, la résistance du travail n'est pas encore à l'ordre du jour. Et pourtant l'empereur Marc-Antoine Seillière ne décolère pas. Il vocifère! Il a d'ailleurs déclaré à un grand quotidien de l'économie (c'est comme ça qu'on dit): « L'exaspération monte dans les rangs des PMI sur les trente-cinq heures. » Les travailleurs et les travailleuses devraient cesser d'énerver le boss et ses porte-flingue des PME quand on connaît le sens de la démocratie de ces derniers. Pour plus de détails: téléphonez à Pinochet, il vous expliquera comment on mobilise les petits entrepreneurs pour la juste lutte du grand capital.

Le chantage continue chez Perrier, risque d'embolie gazeuse pour des dizaines de travailleurs. Ailleurs, le patronat des transports publics tente d'imposer aux agents de la SNCF le service minimum afin, d'une part, de conduire en toute tranquillité le prolo au boulot et de le ramener au dodo et, d'autre part, afin de pouvoir engager les grandes manœuvres de la privatisation; le tout pour l'instant avec l'apparente bénédiction de la très puissante CGT cheminots. Malgré tout, rien n'est joué, un syndicat collabo et un règlement n'ont jamais empêché une mobilisation et une bonne grève sauvage!

Distribution, les carottes (Vichy) sont cuites pour 293 salariés de chez Tati, fini de jouer, les petits carreaux sont cassés, et pourtant les sécuritaires nous avaient promis zéro vitre brisée. Des promesses, toujours des promesses et des gogos pour y croire...

Et pendant ce temps-là, les bonnes nouvelles s'accumulent, la prospérité des riches s'améliore, le chômage a augmenté de 2 % sur l'année, et on a compté 10 % de RMistes de plus au troisième trimestre 2004; ce sont particulièrement les moins de trente ans qui trinquent... Sans doute trop jeunes pour s'insérer et déjà trop vieux pour travailler. Le monde néo-moderne et post-philosophique est vraiment le meilleur des mondes possibles.

Après les patrons voyous, les patrons loubards. Ça s'est passé dans un dépôt de la société Van der Linden dans le Nord. Un chef zélé et à gros bras de cette société spécialisée

dans le chargement de camions, accompagnés de « chauffeurs » armés de battes de base-ball, a fait procéder à une récupération brutale de matériel.

L'action directe a changé d'acteurs et vingt travailleurs n'ont plus d'outil de travail. Comme quoi, y'en a qui apprennent vite, d'autres sont encore trop timides mais il faut garder l'espoir. La société des très connues machines à imprimer Heidelberg va engager un plan « social ». Résultat du tirage après impression: 129 suppressions de poste dont 71 licenciements secs. On est social ou on ne l'est pas. Nom de Dieu!

Entre deux côtes, le transporteur PO s'apprête à supprimer 1 200 emplois dont 140 en France. Ce sont les camarades britanniques qui cette fois paient les PO cassés. Chantage, toujours, le groupe Volkswagen, encore lui, menace de supprimer la bagatelle de 30 000 emplois, soit 17 % de l'effectif total du marchand de bagnoles, faute d'un accord sur un plan d'économie et de la trahison rapide et sans condition du puissant syndicat de l'automobile affilié à la toute impuissante DGB. On est social-démocrate ou on ne l'est pas. Nom d'un chien (c'est plus correct dans le Monde libertaire)!

Allitalia, ça y est, les 3 700 suppressions sont entérinées, vol au-dessus d'un nid de... Le tout pour économiser, d'ici à 2006, 280 millions d'euros. Au profit de qui? Rien n'est dit sur les heureux destinataires, sans doute quelques bienfaiteurs de l'humanité

Enfin, et pour conclure, rien ne va plus, les jeux ne sont pas toujours faits. Noirs, rouges, impairs et gagne (au moins symboliquement): 42 ex-intérimaires de STM-Electronics de Rennes ont vu leur contrat requalifié en CDI par les prud'hommes. Dommage, l'usine est à Singapour. Moralité, ils ne seront pas réintégrés et ne bénéficieront pas du plan « social ». L'important c'est de lutter, ne pas capituler même quand les usines se tirent. La prochaine lutte sera la bonne, celle-ci n'était qu'un exercice de gymnastique révolutionnaire.

Hugues
groupe Pierre-Besnard

L'art de dorer la pilule

1. LORSQUE MA MÈRE a quitté le bloc opératoire de l'hôpital Saint-Louis et qu'il a fallu apaiser les terribles douleurs post-opératoires, on l'a branchée à la meilleure pompe à morphine existante. Mais, trois jours après, alors que les douleurs, atroces, persistaient, on a voulu la lui enlever. Il n'y avait que trois pompes à morphine dans le service de ce grand hôpital parisien. Or, d'autres patients venaient à leur tour de sortir du bloc opératoire. Il n'y en avait que trois, parce que ces petites pompes, de la taille d'un livre de poche, coûtent autant qu'un studio. Ces pompes délivrent de la morphine dans un cathéter, selon un programme défini par le médecin. Si toutefois le patient a trop mal et appuie sur un bouton, la pompe relâche un extra et le programme s'adapte. Bref, un peu de tuyauterie, qu'on va chiffrer à 50 euros, et une puce, qu'on va mettre aussi à 50 euros parce que c'est jour de fête. Le tout est vendu aux alentours de 45 000 euros.

Un an après, un monsieur partit déjeuner à l'hôtel le plus cher de Paris. Rien d'extraordinaire, il y dormait. Lorsqu'il repartit en Amérique, il distribua des pourboires qui équivalaient à des semaines de salaire moyen. Il tira ces pourboires de liasses de billets qui contenaient chacune des mois entiers de salaire moyen. Le chauffeur de la limousine qui le ramena au Bourget (du Bourget ne partent que des jets privés) et me raconta tout ceci m'expliqua le métier de ce monsieur généreux: il fabriquait les pompes à morphine.

2. DEPUIS QUE BUSH a envoyé les GI's libérer les Irakiens dont certains, tant qu'à se faire torturer, s'obstinent bizarrement à préférer les bourreaux locaux plutôt que ceux d'importation (Saddam torturait bien mieux que Bush, il avait plus d'expérience), depuis que la France a commis le noir péché d'ingratitude de ne pas avoir envoyé ses soldats aider l'Amérique, alors qu'en 44, monsieur, les GI's sont venus mourir pour vous, monsieur (je reproduis le discours moyen de l'électeur moyen de Bush), depuis ce temps, donc, le touriste américain s'est fait rare. Paris ne voit



plus guère de ces grandes fêtes de six, sept jours, où les deux mille meilleurs vendeurs de réfrigérateurs-connectés-à-Internet, de tondeuses à gazon à lecteur de DVD incorporé, de lecteurs de DVD avec cafetière incorporée, étaient récompensés par des déjeuners chez Guy Savoy, des soirées au Moulin Rouge et des promenades à Chambord. Paris et ses chauffeurs de limousine pleurent la disparition des grandes entreprises américaines. Sauf... sauf les entreprises pharmaceutiques, qui restent tellement riches! Et lorsque les entreprises pharmaceutiques veulent récompenser les médecins qui prescrivent leurs produits, elles les invitent à de luxueux séjours où, chaque midi, on remet aux participants des enveloppes pleines d'argent liquide, censé payer le prix du déjeuner. En général, ces enveloppes correspondent à un mois de salaire moyen. Il arrive que trois de ces enveloppes soient distribuées lors d'un voyage d'une semaine.

3. C'EST DONC AVEC INTÉRÊT que j'ai lu The \$ 800 million Pill de Merrill Goozner, University of California Press. Car ce livre gratte sous l'affirmation classique « si les médicaments coûtent des fortunes, des fortunes qui n'ont à l'évidence rien à voir avec les coûts de production puisqu'on sait maintenant synthétiser à peu près n'importe quelle molécule, c'est parce que trouver, puis surtout tester les médicaments afin qu'ils satisfassent aux critères draconiens de la FDA, Food and Drug Administration, ça coûte des milliards ». Merveilleux capitalisme qui finance, plein d'abnégation, des savants qui cherchent et cherchent, et qui, parce que c'est très difficile de chercher, engloutissent des fortunes!

Hélas, c'est complètement faux.

La vraie recherche, celle qui ouvre de vrais chemins nouveaux aux fabricants de pilules

est accomplie par le secteur public, aux États-Unis, comme en France, comme partout. Le vieux principe « socialiser les pertes, privatiser les profits » est universel.

Merrill Goozner raconte, par exemple, l'histoire de l'érythropoïétine, une protéine qui donne l'ordre au corps de fabriquer des globules rouges, et qui, synthétisée, sauve donc la vie à des centaines de milliers de personnes sous dialyse, par an.

Il fallut vingt ans d'effort à Eugene Goldwasser, chercheur universitaire, pour réussir à identifier et décrire l'érythropoïétine. Il reçut un sérieux coup de main d'un chercheur japonais non moins universitaire sous la forme un peu inattendue d'une jolie boîte contenant le résidu sec de 2 550 litres d'urine de patients bien précis.

Après quoi, une société privée, Amgen, fut créée. Qui testa et développa l'érythropoïétine pour 170 millions de dollars. Puis qui exigea un tel prix de la Sécurité sociale américaine, qu'avec à peu près 300 000 dialysés aux États-Unis, elle tire 2,5 milliards (je répète, milliards) de dollars de revenu annuel de l'Epo. De revenu annuel.

Amgen a commencé à vendre l'Epo vers 1990. Nous sommes en 2004.

Depuis, les laboratoires d'Amgen, bien financés comme on l'imagine, n'ont en dix ans trouvé qu'un seul nouveau médicament. D'autres compagnies ont fait tout aussi bien; Genzyme vend un produit remarquable contre la « maladie de Gaucher ».

Ce produit se prend à vie, toute l'année. Le coût? Pour les premières années, 350 000 dollars par patient. Après quelques années, mais donc à vie, 200 000 dollars par an.

Incidentement, comme on est moins gentil aux États-Unis que dans notre douce France, les patients atteints de la maladie de Gaucher ne se voient rien rembourser d'autre que le produit de Genzyme. Toutes leurs autres dépenses médicales tombent à leur charge.

Genzyme a dépensé 30 millions de dollars pour développer son médicament. En 1992, son bénéfice annuel dépassait 300 millions de dollars.

Nestor Potkine

Quand l'autruche éternue...

Bête et de Bordeaux

« À Bordeaux, je rencontre des gens gentils. » Alain Juppé, voleur et bête.

On peut donc en conclure qu'à l'exception de quelques Bordelais bien largués, tout le pays lui tire la gueule. C'était notre rubrique « le meilleur d'entre nous ».

Lepénisation du PS

« Les Turcs sont un peuple musulman, ce qui n'est pas négligeable dans le monde de l'après-11 septembre. »

Mamuel Valls, député PS.

Turc égale musulman égale islamisme égale terrorisme... Le Pen n'aurait pas dit mieux. À noter, pour mémoire :

Manuel Valls est l'ancien porte-parole de Jospin.

Mer ou montagne

« L'Amérique de John Kerry est différente. D'abord, elle est maritime. » Jacques Julliard, éditorialiste, dit-il.

Kerry pratique le surf, Bush préfère la luge. Kerry ne louperait pour rien au monde un numéro de Thalassa, Bush, lui, est abonné à Canal Chien de Berger, la chaîne des chiens de berger. Autrement dit, outre-atlantique, deux antagonismes s'affrontent. Le 2 novembre, ça va chier !

Sea, sex and bomb

« Sur le tournage, j'ai rencontré des gens du Hezbollah. Ils sont sexy, en plus, avec leurs cagoules. » Béatrice Dalle, vieille actrice.

En plus de quoi, la Dalle ? T'en a trop dit ou pas assez. Réserve-tu l'exclusivité de ton hot témoignage au journal d'opinion *Voici*, genre « Le Mossad c'est maussade, le Hezbollah c'est bon pour moi » ? Tout est bon pour la Dalle, depuis qu'elle a cessé d'exister en matière de cinéma.

Ni oui ni non

« Ce n'est pas en disant oui avec Chirac qu'on lui dit le mieux non. » Mélenchon, du PS.

Dire oui ne serait donc pas la meilleure manière de dire non ? Dommage que les socialistes l'aient comme qui dirait oublié au second tour de la présidentielle.

Il nous doit plus que la lumière

« Active sur le terrain, près des salariés, la CFDT porte aussi la vision d'un monde plus juste. » François Chérèque.

C'est magnifique, François, c'est... beau comme une pub EDF.

Laboureurs de tous les pays...

« Je suis le défricheur de la première heure. » De Villiers, marquis mais petit.

Depuis que mes gens sont aux trente-cinq heures, il m'appartient d'aller nourrir bestiaux et porcs à l'angélus. De même, je prends sur moi d'aller dès l'aube couper l'herbe pour les lapins. A-t-on vu, en royaume de France, nobliaux plus amène, plus arrangeant que moi ? Non pas. Non pas !

Frédo Ladrisse

(sources : France Inter, Libération, les Inrockuptibles, le Nouvel Observateur, le Parisien)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Chronique de la toile 18



Malka Moshe, la plante

J'AVAIS L'INTENTION de vous parler des camarades de couleur antiautoritaires des États-Unis, mais l'actualité me rattrape. J'aborderai donc ce qui a fait la une des journaux télévisés, une fois, puis silence ! Il faut dire que c'est embarrassant. C'est la guerre à la campagne. Oh ! pas une guerre bien violente ! Ce n'est pas l'Irak ou la Tchétchénie, mais on pourrait bien aller dans cette direction. Regardez cette vidéo, d'excellente qualité, qu'Éric a mis sur son site. Effrayant. Les fabricants d'OGM, Monsanto et autres, ont beaucoup plus d'influence que Leclerc, Auchan ou Carrefour, puisqu'ils se font défendre par des hommes armés qui n'hésitent pas à tirer sur des manifestants pacifiques et non violents, qui veulent juste porter un brin de maïs à leur boutonnière. Nul déploiement identique devant les grandes surfaces quand les paysans renversent les chariots et dévalisent les rayons. Pauvres grandes, surfaces si mal défendues, ou est-ce autre chose ? À l'heure où j'écris cette chronique, il n'y a pas encore d'information sur cette dernière action sur le site de la Confédération paysanne, mais nul doute que cela viendra.

En attendant, vous pouvez aller faire un tour sur un site écolo au nom sympathique : Grain vert, et trouver là le récit des précédentes interventions anti-OGM. N'oubliez pas non plus de regarder la vidéo consacrée aux inculpés de Valence qui se trouve sur un site consacré aux films et dont le nom est « la fête des films ». Ce furent les premiers jugés dans l'affaire des OGM en 2002. Sur ce même site, j'ai trouvé des publicités étonnantes. Je vous conseille « Popsi, la boisson qui surprend ».

L'autre actualité concerne le « piratage » sur Internet. Libération du 28 septembre nous annonce la première comparaison devant un juge pour utilisation des sites de déchargement musicaux sans commercialisation. Cela se passera au mois de décembre. Que les producteurs de musique soient passés à l'acte ne nous étonne pas, mais que va faire le juge ? Je n'ose dire la justice. Dans un article à ce sujet paru dans le *Figaro*, eh ! j'ai mes sources, il apparaît que face à la nouvelle offensive anti-« pirates », aux États-Unis, Apple avec son Ipod et Sony avec ses Walkman « pourraient très bien être accusés de faciliter le piratage des fichiers musicaux ».

Devant ces attaques, de plus en plus d'artistes se déclarent « libres », comme le fit dernièrement à New York un ancien des Talkings Heads. Si la « musique libre » vous intéresse, allez donc faire un saut sur le site qui porte le même nom. On y trouve, entre autres, le communiqué d'un site musical mis en demeure d'ôter de ses pages les liens vers l'extérieur concernant des morceaux de musique, sous peine d'avoir à payer des droits d'auteur forfaitaires dépassant leur chiffre d'affaire ! On marche sur la tête ! Allez, à bientôt !

L'araignée

P-S : les liens de cette chronique sont sur araignee.plusloin.org. Courriel : araignee@plusloin.org

Pour un service public garanti

Retour sur une semaine pour la gratuité des transports



Du 21 au 26 septembre, le collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants) organisait, pour la quatrième année, la Semaine pour la gratuité des transports. Cette mobilisation est à mettre en parallèle avec un travail effectué tout au long de l'année par le collectif sur la question du libre et égal accès à la mobilité. La semaine du collectif RATP avait lieu volontairement dans le même temps que celle du gouvernement sur les transports publics qui a comme point d'orgue la Journée sans ma voiture.

Cette quatrième année a été marquée par le fait que de plus en plus de personnes sont condamnées à de la prison ferme pour avoir fraudé dans les transports en commun. La loi sur la Sécurité quotidienne a ajouté aux amendes les peines de prison. À ce jour, des sans-ticket sont incarcérés pour avoir simplement refusé d'être assignés à résidence et avoir pris des transports qu'ils n'ont pas les moyens de payer.

En 2005, la région Île-de-France deviendra majoritaire au syndicat des Transports d'Île-de-France. Jean-Paul Huchon avait fait la promesse dans son programme électoral de la gratuité des transports pour les chômeurs. Même si nous jugeons cette mesure insuffisante, elle n'est toujours pas en application à ce jour. Et, déjà, le président du conseil régional revient sur ses promesses dans le projet qu'il a présenté en limitant à quelques chômeurs le droit aux transports gratuits. Si nous ne sommes pas surpris de cette pratique, nous appelons à continuer la mobilisation pour des transports gratuits pour toutes et tous.

C'est pourquoi tout au long de la semaine du 21 au 26 septembre, le collectif RATP est allé à la rencontre des usagers. Les espaces de discussion que nous avons créés ont rompu

avec l'accueil que nous a réservé le conseil régional et la RATP. En effet, plutôt que d'ouvrir le débat sur l'accès aux transports, ces instances ont préféré faire appel aux forces de l'ordre pour nous faire taire. Pourtant, les multiples débats que nous avons pu avoir avec les usagers nous montrent la nécessité d'impliquer ceux-ci plus que jamais dans la gestion des services publics.

Notre démarche s'oppose à celle des pouvoirs publics qui plutôt que d'organiser des débats préfèrent se lancer dans des grandes campagnes de communication, non suivies d'actes, comme la Journée sans ma voiture. Puis, sans y voir de contradictions, ces mêmes pouvoirs publics participent, quelques jours plus tard, à l'organisation du Salon mondial de l'automobile, qui n'a pour objectif que d'accroître l'utilisation de ces véhicules. Rappelons que la part des transports en commun dans les déplacements est passée en vingt ans de 20 % à 13 %.

Enfin, le collectif RATP a profité de cette semaine pour dénoncer la privatisation de la RATP. Si son statut reste aujourd'hui sous la mainmise des pouvoirs publics, son fonctionnement est digne d'une entreprise privée. Son accès est refusé au plus pauvre, son espace est transformé en véritable centre commercial, tout est fait pour nous inciter à consommer, la carte Navigo et les caméras contribuent à la « traçabilité » des usagers (pour utiliser les mots des dirigeants de la RATP). C'est pourquoi par nos actions portes ouvertes ou contre la vidéo surveillance et la publicité, nous participons à la réappropriation de l'espace des transports que nous finançons en grande partie via les impôts.

Sans cette part d'impôts de la collectivité (région) et de notre travail (taxe transport des

entreprises), le prix du ticket de métro serait multiplié par plus de quatre. Dans ces conditions, qui serait prêt à payer une carte orange mensuelle à plus de 200 euros? Souhaitons-nous des transports collectifs privatisés (cartes orange à plus de 200 euros, bénéfices dans les poches des actionnaires privés, sécurité du rail amoindri comme en Angleterre)? Ou bien un véritable service public (comme la santé ou l'éducation), entièrement financé par la collectivité et où les décisions sont prises entre salariés et usagers, véritables acteurs des transports?

Le collectif RATP

La SNCF et la RATP ont décidé d'accélérer les condamnations pour fraude d'habitude en Région parisienne. Lors des dernières audiences, début octobre, des condamnations à la prison ont été prononcées. Et des milliers de plaintes sont en cours. Les derniers procès ont montré que c'était avant tout les plus pauvres qui étaient victimes de la loi de Sécurité quotidienne. Pour réagir et lutter contre cette criminalisation des pauvres et cette logique sécuritaire, une assemblée générale, à l'initiative du Réseau pour l'abolition des transports payants et d'Agir ensemble contre le chômage, se tiendra le mercredi 27 octobre à 20 heures au CICP (21 ter, rue Voltaire 75011 Paris). Tout le monde est le bienvenu pour envisager ensemble des moyens de résister.

« Solidarité attitude » dans les bus

Les usagers des bus en Île-de-France auront tous remarqué la nouvelle tendance en matière de mode automobile, baptisée « bus attitude » par la RATP, censée signifier que les bus maculés façon Smarties® sont devenus des espaces de tranquillité où il fait bon vivre, avec force apôtres sillonnant les lignes pour porter la bonne parole.

Dr Martius

DANS UN TEXTE de présentation, la RATP explique que « prendre le bus est une façon agréable et pratique de se déplacer. Certains pourtant semblent parfois oublié la nécessité de valider leur ticket, faisant la part belle à la fraude et escamotant petit à petit la tranquillité qui devrait accompagner tous vos déplacements ». Tiens, quel rapport ? Les fraudeurs crient-ils, crient-elles, plus que les autres ? Si « nécessité » il y a pour eux et elles, n'est-ce pas souvent l'état de nécessité ? Si cri il y a, n'est-ce pas parfois ceux de la faim dans l'estomac ? Et la première atteinte à la tranquillité à l'entrée d'un bus, n'est-elle pas plutôt le bouchon devant le bête composteur et son bruit pénible pour les usagers, comme pour les machinistes dont il rythme les roulements des heures durant ? Mais poursuivons.

« Les agents sont là pour vous accueillir, vous informer [Bien ! mais aussi pour lutter efficacement contre la fraude en verbalisant les usagers irrespectueux des règles. Mais c'est une manie ma parole !]. Le conducteur, seul commandant à bord, a la responsabilité de son équipage et de ses passagers [Ah ! le mythe de l'avion]. Il conduit le bus mais sait lui aussi être à votre écoute et vous informer lorsque vous en faites la demande [Ah bon ! je croyais qu'il était interdit de lui parler !]. La « bus attitude », c'est alors faire confiance au conducteur et respecter son rôle de chef d'équipe ! [You kaïdi, you kaïda, les boy-scouts vont en balade] ».

Et pour ceux et celles qui s'interrogent encore, la RATP publie un encadré sur « les fondamentaux de la « bus attitude » :

– Préparez votre titre de transport et faites signe au conducteur avant de monter [des fois qu'on voudrait monter en marche portes fermées !].

– Validez votre ticket ou présentez votre passe Navigo directement après être monté dans le bus et avancez jusqu'au fond du véhicule.

– Demandez l'arrêt au conducteur et descendez par la porte arrière du véhicule.

C'est tout ? C'est tout, oui ! En fait de nouveau mode de vivre, la « bus attitude » n'a à proposer ou imposer qu'une seule véritable règle : faire acte de soumission a priori au contrôle du billet. Car en matière de savoir-vivre, les usagers ont plutôt assisté à des exemples d'impolitesse, de bêtise, de méchanceté ou d'exigences illégales de la part des petits soldats de la « bus attitude » :

– Ne jamais dire bonjour.

– Être incapable de donner un renseignement sur les arrêts ou les dessertes par rapport à un lieu souhaité.

– Bousculer tout le monde pour monter avant les usagers et se poster pour faire valider ou contrôler le ticket.

– Exiger d'une personne qu'elle laisse libre les places réservées aux invalides, handicapés ou femmes enceintes, sans même vérifier qu'elle peut justifier de ces catégories (la personne avait en l'occurrence une carte d'invalidité civil). Or n'est-ce pas une forme de contrôle au faciès que de considérer qu'une personne est handicapée ou pas en fonction de son aspect ?

– Exiger d'une personne qu'elle laisse libre lesdites places réservées, même en l'absence de telles personnes dans le bus ou d'une demande particulière d'une ou d'un usager de s'y asseoir, à ce moment-là.

– Bloquer l'accès aux portes arrière à une personne avec poussette, à un moment d'affluence, pour l'obliger à monter par l'avant (alors que la configuration y est notamment

Revendicatifs, ensemble.

TRANSPORTS GRATUITS



Suppression des amendes et des contrôles.

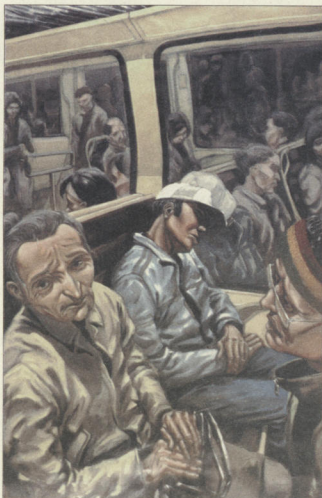
Liberté de circulation.

Transports gratuits pour toutes et tous.



Projet pour l'évaluation des transports publics
11, rue Armand - 93811 Paris - www.ratp.fr

Dr Martius milite au groupe Louise-Michel de la FA et au collectif « RATP ».



Ivan Brun : Dans les transports.

anti-poussette), ou au contraire empêcher une personne de descendre par l'avant, à un moment sans affluence, au seul motif de former son comportement: on descend par l'arrière un point c'est tout!

- Exiger des gamins leur cahier de correspondance pour y mentionner l'« infamie » de la fraude.

- Interdire de parler à son voisin sous prétexte de trouble à la tranquillité (si, si, c'est arrivé!).

- Interdire de questionner le ou la machiniste (alors que la RATP nous dit qu'ils et elles sont le « seul commandant à bord »).

D'autres témoignages pourraient encore allonger la liste.

Face à une telle incohérence et à une telle pression idéologique, à nous de systématiser les règles élémentaires de la solidarité entre usagers et usagères, ainsi qu'avec les machinistes:

- Disons bonjour au machiniste en montant et, si l'affluence ne l'empêche pas, discutons avec lui ou elle de ses conditions de travail, de l'organisation du service (histoire de commencer à penser le travail de l'autre et contrer l'opposition dans laquelle on veut tenir les usagers et les salariés).

- Adressons-nous la parole, entre usagers (en fonction de nos envies, bien sûr), par exemple sur les services publics, leur but, leur financement, etc., et le sens du choix possible des transports publics gratuits.

- Facilitons tous l'accès au bus à ceux et celles pour qui c'est moins facile (physiquement, socialement, économiquement).

- Si l'on a un ticket, offrons-le en descendant à qui veut le prendre, en précisant la station de montée, afin qu'en cas de contrôle, le bénéficiaire puisse justifier d'un trajet cohérent avec le ticket qu'il sera en mesure de présenter

- Avertissons de la présence de contrôleurs.

- Tenons les portes ouvertes (spécialement celles de derrière) pour aider les personnes à descendre ou monter.

- Ne nous laissons pas seuls les uns les autres en cas de contrôle et organisons une attitude et une réponse collectives aux contrôleurs qui sont eux-mêmes en groupe.

- Ne nous laissons pas aux contrôleurs (de la « bus attitude » ou autres) d'adopter des attitudes irrespectueuses ou outrageantes à l'égard des usagers, en réprochant publiquement leurs incohérences, impolitesses ou illégalités.

Bref, à la « bus attitude », ripostons par la « solidarité attitude », en Île-de-France, mais aussi partout ailleurs où, même sans campagne ridicule de l'exploitant de transport local, nous devons revendiquer haut et fort des services publics égalitaires et solidaires, ensemble entre usagers et salariés, au besoin en « escamotant petit à petit la tranquillité » des édailes, de leurs maîtres et de leurs valets.

D. M.

TRANSPORTS GRATUITS

POUR
TOUTES
ET
TOUS



Disponible à Publico pour 1,50 euros

Pour agir en Île-de-France :

RATP

Réseau pour l'abolition des transports payants
145, rue Amelot, 75011 Paris
Courriel: gratuit@samizdat.net
Site: <http://ratp.samizdat.net>

Bibliographie

- Brochure: Textes sur le gratuité, du collectif Fraude de mieux, éditions Reflex, 2000.
- Brochure: Zéro euro, zéro fraude, transports gratuits pour toutes et tous, éditions du Monde libertaire-Alternative libertaire, 2002.
- Article: « Retour sur les transports gratuits et autogérés », le Monde libertaire, n° 1350 du 4 au 10 mars 2004.
- Article: « Transports gratuits vite », le Monde libertaire, n° 1367 du 16 au 22 septembre 2004.
- 4-pages, irrégulier, Lignes gratuites du collectif RATP, Réseau pour l'abolition des transports payants.
- Brochure: Déplacements sous contrôle, manuel juridique de l'arsenal répressif dans les transports, du collectif RATP, Réseau pour l'abolition des transports payants, 2004.

Colloque international libertaire

São Paulo : 9-11 septembre 2004

Rio de Janeiro : 13-15 septembre 2004

Colloque coorganisé par le collectif anarchiste Terra Livre-SP, les Éditions Imaginario et la FARJ avec la participation de : Eduardo Colombo, Daniel Colson, Frank Mintz, Larry Portis, Margareth Rago, Carlo Romani, Alexandre Samis, Eduardo Valladares parmi d'autres.



Plinio Coelho : Le colloque a été un réel succès à tous les niveaux, qu'il s'agisse de la participation brésilienne ou internationale – confrenciers et public – de la discussion théorique. Il y avait des gens de Bahia, du Nordeste, de villes très éloignées de São Paulo, la capitale, de tout le Brésil.

Certains ont fait jusqu'à cinquante heures de voyage pour assister au colloque. D'autres venaient du Chili, d'Argentine. Pour nous, ce colloque est un événement important car nos moyens sont modestes et les distances sont grandes. Retrouver des anarchistes européens – venant de pays riches –, pouvoir confronter des réalités différentes, discuter les pratiques et les applications de la théorie anarchiste sont autant d'échanges importants, en particulier pour les jeunes, ici.

Mais finalement pour tout le monde, car c'est intéressant de voir ce que ressentent ces jeunes du bout de l'Amérique du Sud et de comparer deux réalités sociales.

Chroniques rebelles : Les réflexions, les critiques, les questions étaient intéressantes et illustraient le niveau de conscience politique des jeunes qui assistaient au colloque. J'ignore si cela reflète une réalité de la société brésilienne.

Plinio Coelho : C'est difficile à dire. Le colloque vient de se terminer, et il faut peut-être attendre encore pour analyser.

Dans le mouvement anarchiste brésilien, il y a actuellement 90 % de jeunes. Ils essaient de comprendre, ils veulent changer le monde, mais il leur manque encore la théorie et la pratique.

C'est pourquoi cela peut paraître confus, mais ils cherchent une voie pour une société nouvelle et des formes libertaires de vie. Et ce type d'initiative, comme le colloque, peut aider les jeunes à discuter, les inciter à poursuivre une réflexion sur la réalité au Brésil et ailleurs. C'est un début, il faut continuer à travailler et faire en sorte que ces jeunes aient une idée plus claire.

Chroniques rebelles : Quels étaient les participants au colloque ?

Plinio Coelho : Le colloque – Historia do movimento operario revolucionario – s'est déroulé en deux parties, d'abord à São Paulo, du 9 au 11 septembre, et ensuite à Rio de Janeiro, du 13 au 15 septembre. Les intervenants brésiliens travaillent dans les universités brésiliennes et sont des militantes et des militants anarchistes.

Tout d'abord Margareth Rago, historienne, qui a parlé du collectif Mujeres libres pendant la Révolution espagnole. Alexandre Samis, historien du mouvement anarchiste brésilien, qui a fait un travail précis sur Clevelândia – camp de concentration brésilien dans les années 1920 – où les anarchistes étaient déportés. Plus de 50 % sont ainsi morts dans la forêt amazonienne. Il est également intervenu sur le syndicalisme au Brésil et la répression du mouvement ouvrier révolutionnaire. Eduardo Valladares, historien, a parlé de la Confédération ouvrière brésilienne (COB) et de l'éducation libertaire. Carlo Romani, historien et militant, s'est aussi intéressé aux camps de concentration en Amazonie et à la répression des immigrés anarchistes. Il a d'ailleurs réalisé un film – projeté pendant le colloque – sur cette question des exilés en Amazonie. Renato Ramos, géologue et vieux militant anarchiste de Rio de Janeiro, qui a brossé un tableau du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme à Rio de Janeiro. Et bien d'autres.

On ne construit pas un mouvement révolutionnaire anarchiste sans les livres, sans la réflexion. Ce n'est pas tout, mais c'est un début. J'espère qu'à partir de ce colloque les échanges continueront et prendront d'autres formes entre nous et les participants venant d'Europe, Eduardo Colombo, Daniel Colson, Frank Mintz et Larry Portis. Les projets sont larges et il faut y travailler.

Chroniques rebelles

Rio de Janeiro, 15 septembre 2004



Les favelas de Rio de Janeiro

Renato Ramos est géologue, historien et anarchiste. Il fait partie de la Fédération anarchiste de Rio de Janeiro (Federação Anarquista do Rio de Janeiro - FARJ) et est l'un des organisateurs du colloque international qui s'est déroulé du 9 au 15 septembre 2004 à São Paulo et à Rio de Janeiro. Au cours de ce colloque, il a présenté sa recherche sur le syndicalisme révolutionnaire à Rio de Janeiro pendant les années 1920 jusqu'en 1933-1934, années essentielles pour le mouvement. Il est aussi l'un des animateurs du centre libertaire de Rio, inauguré quelques jours après le colloque et situé au pied de l'une des nombreuses favelas de la ville.

Renato Ramos: Rio de Janeiro est une pionnière au Brésil en matière de favelas. À la fin du XIX^e siècle, après le massacre de milliers de pauvres à Bahia par l'armée brésilienne, les troupes sont parties à Rio de Janeiro. De nombreux soldats n'avaient pas d'endroits pour s'installer avec leurs familles. Ils ont campé autour de la caserne militaire avec l'aval des autorités. Ce camp s'appelait Morro da Favela et « favela » est devenu le nom de ces communautés, disséminées dans toute la ville, sur les collines ou dans les plaines. La première favela se trouve près de la gare centrale et date d'un siècle.

Au début des années 1920, le maire de Rio de Janeiro avait l'ambition de transformer la ville coloniale en une ville comme Paris, d'entreprendre de grands chantiers, d'ouvrir des boulevards et, bien sûr, de déplacer les pauvres du centre-ville vers les banlieues. Or, ces gens n'avaient rien, et ils ont commencé à construire des maisons en bois sur les collines, dans Rio. Quand l'avenue de Rio Branco – la voie la plus importante du centre-ville – a été ouverte, 15 000 personnes ont été déplacées et ont perdu leur maison. Ce type d'habitations s'appelait des cortiços (ruches). Deux, trois familles vivaient dans une pièce sans hygiène ni confort. Lors des grandes épidémies (grippe espagnole et fièvre jaune), des milliers de personnes mouraient dans les favelas. Les gens déplacés vivaient, abandonnés, dans des conditions épouvantables.

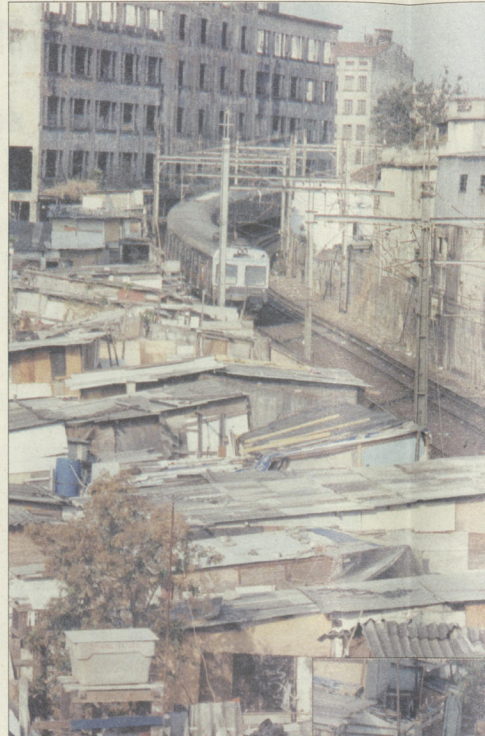
Les favelas se sont encore développées après l'agrandissement de la ville et la migration d'une population venant du nord du Brésil. Ils ont occupé les collines car les riches et les classes moyennes occupaient les plaines de Rio de Janeiro. Le paysage de la ville de Rio se compose de plaines parsemées de nombreuses collines. Beaucoup d'immigrés du

nord-est du Brésil s'y sont installés et, avec les années, les maisons se sont agrandies en même temps que les familles, à chaque nouvelle génération. Un tiers de la population de Rio vit actuellement dans les favelas.

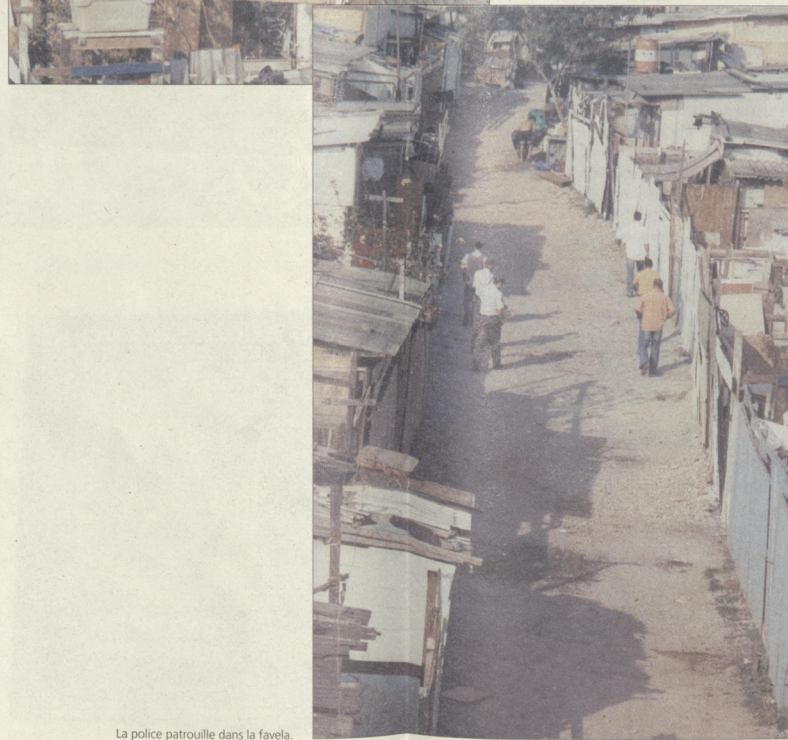
Les politiciens sont en grande partie responsables de ce phénomène. Pour eux, les favelas représentent des réservoirs à votes au moment des élections. Ils se rendent alors dans les favelas, promettent beaucoup – eau, électricité, aménagements, etc. –, et les gens votent pour eux. La conduite des politiciens est pour beaucoup dans la situation des favelas de Rio.

Le trafic de drogue existe depuis toujours dans ces quartiers. Mon père était enfant pendant la Seconde Guerre mondiale, et il se souvenait que l'ami de sa nourrice était trafiquant de drogue. Il vendait de la marijuana dans sa favela en 1942. Une fois soldat, il est devenu un héros en Italie. Depuis les années 1930, les autorités enfermaient les prisonniers politiques dans une prison qui se trouvait sur une île importante au sud de l'État de Rio de Janeiro, puis ce fut le tour des prisonniers de droit commun. Pendant la dictature, dans les années 1970, lorsque le phénomène de guérilla urbaine s'est développé à Rio, des guérilleros et des gauchistes se sont retrouvés dans cette prison avec des prisonniers de droit commun. Pendant ces années, les guérilleros leur ont enseigné les tactiques d'organisation et de guérilla urbaine.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, les « Phalanges rouges » ont commencé à faire parler d'elles. C'est la première organisation criminelle organisée qui a utilisé les tactiques de guérilla et qui s'est implantée dans les favelas. Le trafic de drogue était organisé avec la Colombie, avec contacts extérieurs, avec corruption politique et policière. Des réseaux furent mis en place, depuis



Le train traverse la favela.



La police patrouille dans la favela.

la production des plantations colombiennes jusqu'à la vente, dans les favelas, aux classes moyennes ou riches. Au début des années 1980, les gangs ont pris le nom de « Commandos rouges ». Ils contrôlaient les favelas et se substituaient à l'État. Ils prenaient en charge l'aide alimentaire, jouaient en quelque sorte les Robins des bois modernes auprès d'une communauté abandonnée par l'État fédéral. Ils vendaient la drogue aux classes moyennes et aidaient la population défavorisée.

Chroniques rebelles: Quelle est l'attitude du gouvernement et la politique de la ville vis-à-vis des favelas ?

Renato Ramos: À Rio de Janeiro, il y a actuellement un mouvement associatif, autonome. La fédération des associations des favelas est de plus en plus importante. Mais les trafiquants contrôlent tout et n'hésitent pas à tuer ceux et celles qui leur résistent. La situation est dangereuse pour la population. Depuis que le trafic de drogue est passé au stade organisé, la police est également plus violente. Elle perçoit une part de l'argent du trafic : les policiers rackettent, et les trafiquants payent pour être tranquilles.

Avec la prolifération des gangs, les « Commandos rouges » ne sont plus les seuls sur le terrain – le « Troisième commando », les « Amis des amis », etc. –, et la violence s'intensifie. Les gangs s'affrontent, et la police, à l'intérieur des favelas, ouvre le feu sur les enfants, les personnes sans papiers d'identité, les Noirs, avant même de poser des questions. Un tiers de la population de Rio est prise entre deux feux, entre les violences policières et celles engendrées par le trafic de drogue. Il faut penser qu'à Rio, sur six millions de personnes, deux millions vivent dans les favelas.

Chroniques rebelles: Quelles sont les conditions de vie dans les favelas aujourd'hui concernant l'eau courante, l'électricité, les égouts, le ramassage des déchets ?

Renato Ramos: Concernant l'eau, l'électricité, les égouts, c'est mieux. Les plus anciennes favelas n'ont pas les meilleures conditions du point de vue de l'hygiène, mais les gens ont l'électricité – la plupart du temps avec des raccords clandestins –, l'eau, même si les canalisations sont un vrai foutoir, mais le raccordement aux égouts est mauvais et souvent à ciel ouvert.

Dans les nouvelles favelas des banlieues, les conditions sont pires, pas d'électricité et une eau parfois contaminée. Les favelas construites sur les collines ou dans les plaines connaissent de sérieux problèmes durant les périodes de fortes pluies, en décembre, janvier, février, mars. Durant l'été, les glissements de terrain et les accidents sont monnaie courante. Les infiltrations provenant des dépôts d'ordures représentent également un danger

comme la précarité des fondations des constructions et l'absence de végétation.

Chroniques rebelles: Quel type de fondations ?

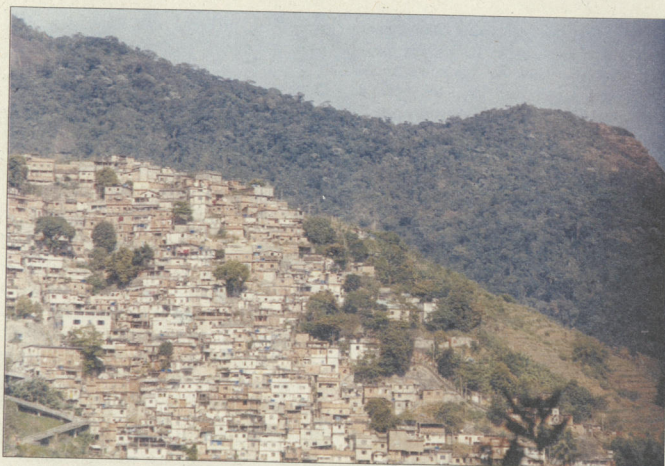
Renato Ramos: Les maisons sont conçues d'abord pour un étage, puis les enfants créent une famille et construisent un second étage sur les mêmes fondations, puis un troisième étage. Il est cependant rare de voir une maison des favelas s'écrouler, elles sont plus solides que lorsqu'elles étaient en bois. Les matériaux employés – briques, ciment – sont corrects, mais le problème majeur reste le sol, le rocher sur lequel les maisons sont construites, et les fortes pluies de la région. Dans les plaines, dans le grand Rio, les favelas sont construites dans des zones inondables. Toutes les ordures sont entraînées dans les rivières, les maisons sont inondées par l'eau souillée et envahies par les ordures. Ce qui transmet des maladies – hépatite, toxoplasmose, etc. – aux enfants. Dans ces zones inondables du grand Rio, la mortalité infantile est très élevée.

Chroniques rebelles: Et le chômage ?

Renato Ramos: Le taux de chômage est très important. La plupart des habitants des favelas vivent de petits boulots, d'expédients, travaillent au noir. Ils vendent souvent dans la rue. Pour la plupart des jeunes, le choix est entre ce type de boulot et le trafic de drogue. Le salaire moyen est de 270 reals (100 dollars) pour un mois de travail dans la rue, alors qu'un jeune de 13 ou 14 ans peut gagner 200 ou 300 dollars en une semaine dans le trafic de drogue.

Chroniques rebelles: Le trafic est très bien organisé et en nous montrant un jeune garçon sur un scooter, tu l'as comparé au livreur de pizzas ?

Renato Ramos: Un trafic très bien organisé et une hiérarchie stricte dans les gangs. Le trafic commence avec des enfants de 9 ou 10 ans, les fogueteiros qui guettent et signalent la présence de la police ou de gangs rivaux, avec des fusées éclairantes et des tags. S'ils survivent, ils passent au stade de vapos qui prennent les commandes et l'argent des clients à l'entrée de la favela et vont chercher cocaïne, marijuana, etc. dans la favela. Le client leur donne un pourboire, et le gang leur paie un salaire. Là encore, s'ils survivent, ils deviennent des soldats du trafic. Ils sont armés. À 15 ans, ils ont des Uzis, des fusils de l'armée brésilienne. Avec le trafic d'armes, ils ont même des bazookas, des armes très modernes qui viennent surtout du Paraguay, des États-Unis, d'Europe et d'Israël. Le Paraguay est au centre du trafic d'armes à Rio de Janeiro et se fait par l'autoroute ou le port. On passe comme dans du gruyère, tous les trafics, mais essentiellement l'énorme business capitaliste de la drogue et des armes. Et ces gens des favelas sont



le dernier maillon du réseau. Ils ne vivent en général guère plus vieux que 17 ou 18 ans pour devenir caïd. Et il y a un chef principal. C'est une hiérarchie stratifiée.

Chroniques rebelles: C'est une organisation mafieuse.

Renato Ramos: Exactement. Mais ceux qui importent les armes, la drogue à Rio de Janeiro, à São Paulo et dans les grandes villes brésiliennes, vivent dans les quartiers chics, Ipanema, etc. Ce sont des politiciens, des hommes d'affaires, des personnes insoupçonnables. Ce sont eux les responsables du trafic, eux qui permettent l'arrivée de la drogue et des armes.

Chroniques rebelles: Crois-tu qu'un changement soit possible avec ce gouvernement ?

Renato Ramos: Actuellement, le maire de Rio de Janeiro parle d'un projet concernant les favelas, d'y faire des aménagements, d'augmenter la participation de l'État, d'y permettre un meilleur accès. L'installation d'un tramway dans la favela de Santa Marta où beaucoup de personnes âgées vivent en haut de la colline en fait partie. Il veut accroître l'engagement de l'État dans les favelas de la région Sud parce que la situation devient insupportable. Les gens riches de Rio ont peur et font construire des barrières autour des maisons, des immeubles car la violence devient intolérable. La pression sur le maire est très forte pour plus de sécurité, notamment pour faciliter l'accès de la police dans ces quartiers. Dans une guerre des gangs, les gens de la rue sont les premières victimes, les enfants sont atteints par des balles perdues. Il y a un mois, cela s'est passé entre les Commandos rouges et le Troisième commando dans l'une des favelas les plus violentes de Rio qui se trouve près de la bibliothèque du centre culturel libertaire.

Chroniques rebelles: Cela paraît contradictoire parce que les politiciens profitent du trafic et de la situation des favelas, mais les classes privilégiées se sentent menacées.

Renato Ramos: La majorité des personnes des classes privilégiées ne sont pas impliquées dans le trafic. En revanche, ils subissent la violence qui en découle. En cas d'affrontements dans les favelas, la police vient en force et l'encercler. La présence policière fait chuter le trafic de drogue. Si les voitures de police restent une ou deux semaines, voire un mois en place, les trafiquants s'énervent, la tension monte et il arrive qu'ils s'attaquent aux banques, aux camions, aux gens dans la rue, aux commerces, ils peuvent aussi bloquer l'un des tunnels de la ville et agresser les automobilistes. Ils font du terrorisme contre la population. Les classes moyennes font alors pression sur le gouvernement pour rétablir l'ordre. C'est un cercle vicieux car la police est corrompue. Il est impossible de mettre fin au trafic. La drogue arrive à Rio, des milliers de personnes aiment sniffer de la coke ou fumer du shit, les consommateurs sont nombreux sans compter que le trafic a aussi des appuis au Congrès, chez des sénateurs, des députés...

Chroniques rebelles: Penses-tu qu'il y ait une solution ?

Renato Ramos: La solution potentielle ne peut venir que des gens des favelas. Ils sont pris entre deux feux et doivent réagir contre la violence policière et celle des trafiquants. Il existe des cas – rares – où les habitants des favelas ont expulsé les trafiquants de leur quartier ou les ont empêchés de contrôler la favela.

Chroniques rebelles: Comment faire si les trafiquants sont si bien armés ?

Renato Ramos: Les trafiquants peuvent tuer

une, dix, cinquante personnes, mais si la communauté est organisée cela devient difficile pour les trafiquants. Il n'existe encore seulement que quelques cas d'opposition. Les trafiquants ont généralement de bonnes relations avec les habitants des favelas, ils donnent de l'argent et font respecter la loi : si une fille est violée, le violeur est exécuté, les vols de voiture sont punis en tirant dans la main du voleur (ou en infligeant une blessure). La justice est expéditive et se substitue à l'État.

La population vit le plus souvent tranquillement sauf en cas de guerre des gangs ou d'affrontements avec la police, ou bien si les trafiquants ne respectent pas le racket de la police. Dans ce dernier cas, la police entre dans la favela et tire sur la première personne rencontrée. La police téléphone d'abord à l'association du quartier et donne un délai de deux heures pour rassembler une somme, 1 000 reals par exemple. Après ce délai et sans versement de la somme, la première personne rencontrée dans la favela est liquidée. C'est banal. La solution pour se défendre contre cette violence conjuguée à celle des gangs est difficile, car chaque favella est dans une situation spécifique. Les trafiquants sont parfois natifs des favelas qu'ils contrôlent, d'autres fois non. Certaines sont plus violentes et il n'existe pas de règles. Les Commandos rouges sont populistes (assistance à la population), le Troisième commando est plus violent – lié à la police – et plus implanté dans les favelas difficiles. Les situations sont très complexes et je ne crois pas qu'une solution unique soit possible pour toutes les favelas. La situation est à chaque fois différente, selon les habitants, selon l'emplacement dans la ville, au nord, au sud, au centre. Au centre, par exemple, la population est plutôt issue de la classe moyenne paupérisée. Le problème des favelas est très complexe.

Chroniques rebelles

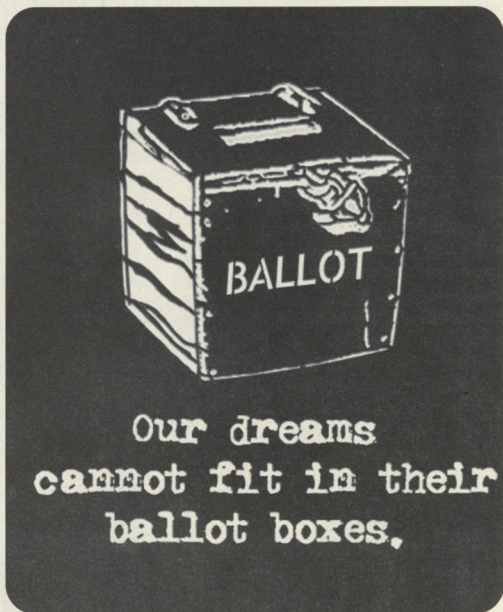
Rio, 16 septembre 2004

Le vote contre l'action directe

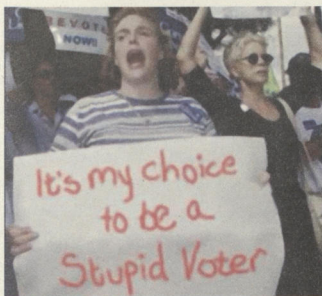
Ces temps-ci, les États-Uniens choisissent leur président. Une coalition de libertaires a décidé de faire entendre sa voix d'une manière originale dans nos milieux, et plutôt sympathique : ils ne prônent pas seulement l'abstention, ils mènent une campagne pour l'action directe.

L'un de leurs slogans dit : « Si le vote pouvait changer les choses, ça serait interdit... et cela vaut aussi pour l'abstention. »

On peut rappeler que, dans nos démocraties, il est plus souvent question d'interdire l'abstention que l'inverse. On doit aussi se demander si le souci de ne pas passer pour responsables de la réélection de Bush n'est pas pour quelque chose dans la voie choisie par ces camarades. La question du vote lui-même apparaît donc très secondaire dans leur idée... même si la plupart des textes qu'ils éditent sont des charges incendiaires contre lui. Chassez le naturel !



« Nos rêves ne peuvent pas entrer dans leurs urnes. »



Ces textes, et d'autres, sont consultables en anglais sur le site www.dontjustvote.com
Traduction/adaptation : M.L.

LES ÉLECTIONS préoccupent tant le peuple américain que c'en est malsain. Pas que tout le monde vote ou croie que c'est important. Au contraire, ils sont de moins en moins à le faire, et pas seulement parce qu'ils sont plus nombreux en taule. Mais quand tu parles de politique, d'avoir son mot à dire, tout ce que les gens voient, c'est voter ou influencer le vote des autres. Ça serait donc pour ça que tant de monde se sent impuissant ?

En fait, élire des gens pour représenter vos intérêts est le moyen le moins efficace pour user de votre capacité politique. L'autre stratégie, c'est l'action directe, représenter vos intérêts vous-mêmes.

Des exemples d'action directe, on en voit partout : quand des gus montent leur propre association pour donner à manger à ceux qui ont faim, au lieu de voter simplement pour le candidat qui promet de régler « le problème

des SDF » à coups d'impôts et de bureaucratie ; quand quelqu'un fait de l'information sur les sujets qui le préoccupent au lieu de supplier les journaux d'en parler ; quand des nanas montent un groupe autodidacte au lieu de payer des cours dans une école, ou luttent pour faire fermer un centre commercial non désiré dans leur coin, c'en est aussi... L'action directe est à la base de la vieille morale américaine pleine de bon sens : sans elle, rien ou presque ne se ferait.

À bien des égards, l'action directe est un moyen plus efficace que le vote. D'abord, les élections, c'est la loterie : si ton candidat ne passe pas, toute l'énergie de la campagne est perdue. Et puis voter renforce l'emprise du petit nombre de politiciens sur la société, ne serait-ce que par la sale habitude de délégation que ça donne à tout le monde. L'action directe, au contraire, aide à prendre conscience

de sa force et de ses capacités d'initiative et de réalisation.

Quand on vote, tout le monde doit se mettre d'accord sur une plate-forme. Les coalitions s'affrontent, chaque faction est persuadée d'avoir la pleine et entière vérité, et prétend que tout va foirer si on ne suit pas son programme. Une quantité phénoménale d'énergie est perdue en récriminations. Avec l'action directe, chacun des différents groupes met en œuvre différentes approches, qui s'enrichissent les unes les autres et forment un tout. Ceux qui pratiquent l'action directe n'ont pas besoin de querelle, à moins bien sûr que des années de politique votative leur aient appris à chercher querelle à tous ceux qui ne font pas exactement comme eux...

On ne peut voter que quand la saison des élections revient (et, avec elle, celle des poires); on peut pratiquer l'action directe à toute heure du jour et de la nuit, quelle que soit la saison.

On nous dit que voter, c'est le fin du fin de la liberté. Ce n'est pas vrai. La liberté, c'est de participer soi-même aux choix, pas d'élire Pepsi ou Coca. La liberté, c'est l'action directe. Enfin, si tout cela ne vous a pas convaincu (ce qui serait bien dommage), on peut voter et pratiquer l'action directe. L'un ne supprime pas l'autre. Le problème, c'est qu'on consacre tellement de temps à figoler les élections

qu'il n'en reste guère pour le reste... Des mois avant le scrutin, on perd son temps à débattre des vertus de tel ou tel candidat, on se dispute et toutes les autres possibilités passent à la trappe. Voter prend moins d'une heure. Faites-le ou pas, mais qu'on en finisse! De toute façon, il y a mille autres moyens de faire entendre votre voix.

En cette année d'élection, on croule sous les propositions comme électeur, et rien ne nous est dit sur nos autres possibilités de jouer un rôle décisif dans la société. Ce qu'il nous faut, c'est une campagne qui insiste justement sur toutes ces opportunités, une campagne pour l'action directe. On n'est pas obligé d'y voir une contradiction avec le vote. On peut passer une heure dans l'année à voter, et le reste – trois cent soixante-quatre jours et vingt-trois heures – pour l'action directe.

À ceux que la démocratie représentative dégoûte, à ceux qui rêvent d'un monde sans président ni politicien, nous disons: « Soyez sûrs que si nous usons de la puissance qui est en chacun de nous, il ne sera plus question de se demander quel farceur ira aux affaires. Les dirigeants tiennent leur pouvoir de notre apathie, de ce que nous leur déléguons. Notre campagne pour l'action directe doit remettre la capacité d'action entre les mains de ceux à qui elle appartient: le peuple. »



Le vote changera le chef, la révolte changera le monde



Peu importe qui gagne...

Projetons-nous jusqu'au mercredi 3 novembre. Tous les votes ont été commis, tous les bulletins comptés. Ou, aussi bien, beaucoup restent ignorés – c'est ainsi que vont les choses dans la plus grande des démocraties. Ce mercredi matin, donc, nous saurons quel homme blanc et vertigineusement riche dirigera l'Amérique pour les quatre prochaines années, quel enfant du privilège aura la haute main sur l'écrasante influence économique et les forces armées de l'unique superpuissance mondiale. Tandis que certains se tapent sur le ventre, ravis d'être un rouage d'un système politique « supérieur », le cercle de la violence et de l'inégalité criante se resserrera autour de nous, sans que le résultat de mardi y puisse rien changer.

... le système est pourri

Nous nous adressons à tous ceux qui ne sont pas seulement révoltés par la nature de cette campagne présidentielle, qui de deux maux voudraient nous faire choisir le moindre, mais que dégoûte aussi le grotesque du pouvoir centralisé. Le lendemain de l'élection, nous prendrons la rue. Nous protesterons, dans une marche passionnée, contre le second mandat de Bush ou le premier de Kerry. Nous dénoncerons cette prétendue démocratie, conduite par l'argent et les intrigues d'une petite élite, plutôt que par la participation et la coopération de tous. Nous marcherons contre ce système qui détruit la Terre au profit d'un petit nombre, au nom du capitalisme et du libre échange.

Si vous pensez que votre opinion n'est pas représentée par les deux partis monolithiques, ni par aucun autre, ni par aucun chef; si ce que vos dirigeants font tous les jours en votre nom vous dégoûte avant, pendant et après les élections; si enfin vous voulez construire des alternatives saines à la domination par la force et la crainte; alors vous vous joindrez à nous pour résister – quel que soit le gagnant.

Archéologie du A cerclé

CE A CERCLÉ que les anarchistes utilisent désormais assez communément est devenu, par la force du temps, un signe quasi traditionnel de l'expression graphique anar. La symbolique anarchiste ne se résume pas au A cerclé, c'est aussi bien sûr le drapeau noir par exemple ou la conjonction des couleurs noir et rouge. On sait que le noir et le rouge s'inscrivent plutôt dans l'imagerie de l'anarcho-syndicalisme, ainsi que le chat noir d'ailleurs, sans obligation, vu que personne n'a dû faire breveter cette iconographie! Sauf, peut-être la Société générale, banque française bien connue, qui pour information, n'est pas passée soudainement à l'anarcho-syndicalisme depuis qu'elle utilise ces deux couleurs! Par contre, me dit-on, on devrait moins s'étonner des couleurs noir et rouge fièrement arborées (et non pas abhorrées!) par les rugbymen du sud-ouest de la France, et notamment le Stade toulousain, compte tenu de leur proximité avec un pays qui, pendant une certaine année 1936, a eu à voir, et de quelle somptueuse manière, avec l'anarchisme (encore que des aficionados de sport du ballon ovale me soufflent que les couleurs rouge et noire portées à Toulouse datent de bien avant cette année-là)... Ce que je veux bien croire.

Tout ceci pour faire observer que les anarchistes, comme d'autres collectivités humaines, ont besoin de signes de reconnaissance et, qu'en la matière, notre entreprise et notre volonté de « déconstruction » du monde social contemporain – pour faire référence au concept développé par le philosophe Jacques Dérída (décédé le 10 octobre 2004) – devrait nous faire réfléchir sur ce besoin que nous avons de nous affubler de tout ce fatras symbolique. No Logo, dit-on! Il y a bien longtemps que les marchands ont compris le profit qu'il pouvait tirer de ce symbole du A cerclé. Récemment, un garçon de 13 ans de ma connaissance m'a informé qu'un de ces copains de collègue était anarchiste: « La preuve, il a un super tee-shirt avec un A cerclé », ce qui m'a fait réfléchir assez longuement sur la notion de preuve mais aussi sur la force de ce symbole.

Pour en revenir au A cerclé, dans un *Monde libertaire* de l'an passé (n° 1308, du 20 au 26 février 2003), Amedeo Bertolo et Marianne Enckell signaient un papier (extrait, semble-t-il, du bulletin n° 58 du CIRA, www.anarcabolo.ch/cira), nous présentant « la véridique histoire du A cerclé ». J'avais aimé ce titre, en espérant y voir un trait d'humour, car affirmer détenir la « vérité » dans quelque domaine que cela puisse être, serait à défaut d'inconscience preuve d'une légère

présomption... On y apprend, avec intérêt, que ce A cerclé, qui existait peut-être dans les années 50 au sein de l'Alliance ouvrière anarchiste, apparaît plus sûrement à la fois en France et en Italie dans les années 60-70, tant au sein d'un réseau de Jeunes Libertaires qu'au sein la Gioventù libertaria de Milan qui d'ailleurs, nous disent les auteurs, « entretenaient des rapports fraternels » et avait été à l'origine du Comité européen de liaison des jeunes anarchistes (CLJA).

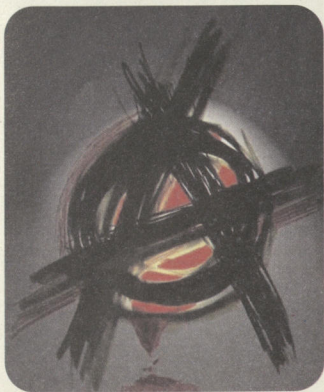
Les auteurs s'interrogent aussi sur ce qui put inspirer les inventeurs du A cerclé. Ils évoquent, par exemple, le sigle antimilitariste de la Campaign for Nuclear Disarmement (CND). Il existe peut-être une autre piste.

En effet, dans l'immédiat après-guerre, vient de se créer un mouvement souhaitant instaurer l'« économie distributive ». Volontiers anticapitaliste, se méfiant des partis, prônant la non-réligibilité des élus politiques, le Mouvement français pour l'abondance (MFA) développe une thématique qui, si elle n'est pas anarchiste, loin s'en faut, ne peut pas être ignorée par les anars de l'époque. Certains ont peut-être pu, d'une certaine manière, y trouver quelque inspiration. Ce mouvement créé après la Seconde Guerre mondiale n'est d'ailleurs pas inconnu, il fait suite à la disparition au début de la guerre du DAT (Droit au travail dans l'abondance) fondé sur la pensée de Jacques Duboin (qui édite en 1935 *En route vers l'abondance*). Cette pensée économique est toujours existante aujourd'hui (voir par exemple « la grande relève », <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/index.htm>) et ne semble d'ailleurs pas ignorée par des mouvements de réflexion plus récents comme ceux du MAUSS par exemple (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales, <http://www.revuedumauss.com>).

Or, le MFA utilisait dans son iconographie un A entouré d'une roue crantée... très proche de notre A cerclé! On trouve ce « A » dans la brochure de Jean Picon, illustrée par « S'Tick », *Mobilisation générale*, éditée par le MFA en 1948. De ce A entouré d'une roue crantée au A cerclé, il y a comme un air de famille! Bien évidemment, la proximité iconographique des deux images n'est en aucun cas une preuve de l'antériorité de la première sur la seconde, tant il est vrai que ce symbole a pu être réinventé sans inspiration préalable. Néanmoins, il me semblait intéressant d'apporter cette pièce au dossier de la « véritable histoire du A cerclé ». Voilà qui est fait.

Eric Zolla

Secrétariat Histoire et Archives, FA



Demain existe...



Peintures de Christian Lagant pour les *Chants de Maldoror*

LAMITÉ, FIDÈLE, et la promesse faite à soi-même sont les raisons essentielles de cette très agréable édition des *Chants de Maldoror* illustrée par les peintures de Christian Lagant. Peintures en couleur, j'insiste, parce que je les avais quant à moi reproduites en noir et blanc, hélas, dans une brochure datant de 1994 (*Le Pied de grue*) éditée par l'Atelier de création libertaire.

Les plus anciens se souviennent de Christian, le compagnon exemplaire, connu plus largement parce qu'il était le responsable « officiel » de la revue *Noir et Rouge* (première série). C'était un camarade exigeant mais chaleureux, sensible mais argumentateur politique passionné; Hellyette, dans une postface où le cœur déborde, à sa façon bien à elle, rappelle ces années cinquante si proches et pourtant si lointaines quand, au sein du Mouvement indépendant des aubergés de la jeunesse, il n'y avait pas de spectateur: tout adhérent était membre actif du groupe. Les miajistres se réclamaient de l'antifascisme, de l'antimilitarisme, de l'anticolonialisme, de l'internationalisme et pratiquaient la camaraderie et la solidarité.

Mon souvenir personnel associe le MIAJ au groupe des Jeunes Libertaires réunis lors d'un camping à Salernes dans le Var, en août 1956. Un des premiers campings libertaires, non? Qui fera l'histoire de ces moments si riches? Et qui rééditera la collection de la publication *Jeunes Libertaires* si magnifiquement, pour l'époque, mise en pages, sur stencils, par René Darras et d'autres? C'est pendant ce camping que les JL décidèrent leur soutien pratique aux réfractaires à la guerre d'Algérie et qu'ils créèrent le premier réseau de passage en Suisse.

Dans une trop courte postface, Hellyette retrace le parcours de Christian quand il adhère à la Fédération anarchiste et participe au *Libertaire* avec ses dessins « ironiques et insolents ». Christian, partisan d'une organisation forte et soucieux d'efficacité, rejoindra ceux qui transformeront la Fédération anarchiste en Fédération communiste libertaire; il dénoncera par la suite la manière crapuleuse et l'« entrisme » de la grosse douzaine de clandestins de l'Organisation Pensée Bataille, dont il ne fut pas. Faire de la FCL une organisation de lutte de classe n'avait rien de critiquable en soi. Mais si Christian avait des convictions, il entendait les faire partager par des méthodes ouvertes et transparentes. Quand la FCL se présentera aux élections municipales, Christian s'insurgera, puis il démissionnera de cette organisation.

En Christian, le militant intransigeant et le peintre sensible ne faisaient qu'un, il témoigna ainsi que des « passages » sont possibles entre une théorie anarchiste classique et des ouvertures poétiques vers d'autres territoires, aventures trop risquées sans doute pour nombre de militants qui craignent les contremarches sur les chemins de l'irrationnel. Je veux parler du surréalisme, bien sûr, mais de bien d'autres voies ouvertes soit vers la poésie, soit vers d'autres chercheurs qui ne peuvent que nous renouveler intellectuellement et sensiblement.

En 1955, naîtra le Groupe anarchiste d'action révolutionnaire qui publiera donc *Noir et Rouge* (une anthologie a été assemblée par les éditions Acratie). Cette revue, de facture modeste, aura cependant une grande influence sur les jeunes générations qui virent alors élargir leur champ de réflexion. Est-ce à dire que

l'ancienne Fédération anarchiste était alors un peu sclérosée?

La parution du numéro anniversaire pour les cinquante ans du *Monde libertaire* et l'édition d'un livre de plus de 400 pages aux éditions du Cherche Midi peuvent être l'occasion d'un coup d'œil dans le rétroviseur pour analyser les différentes péripéties et du mouvement et de la pensée libertaires. Il semblerait que des aspérités aient été gommées par le temps, mais que d'autres montrent le bout de leur nez. Pour en revenir à Christian, qui, bien que très convaincu de la justesse de son point de vue, montrait une totale ouverture d'esprit pour être à l'écoute des autres compagnons, la biodiversité libertaire allait de soi! « Chacun acceptait l'autre. » « Nous savions que nous n'étions pas détenteurs de la seule ligne juste, ni d'une vérité universelle », écrit Hellyette.

Christian Lagant choisira de se donner la mort très discrètement en décembre 1978.

Hellyette évoque trop rapidement les diverses positions prises par les anarchistes durant cette période (de la guerre d'Indochine jusqu'à Mai 68); c'est dommage, son témoignage compléterait notre histoire commune. Demain, c'est peut-être trop près, mais après-demain existe...

André Bernard

Isidore Ducasse, comte de Lautréamont, *Les Chants de Maldoror*, illustrations de Christian Lagant, postface de Hellyette Bess, Les Mauvais Jours éditeur, 2004, 230 p., 35 euros. Disponible à Publico.

MUR

Un documentaire de Simone Bitton

Heike Hurst

Heike Hurst: Parlez-nous du travail de construction, de votre questionnement: enfermés de part et d'autre, on vous parle... le mur se referme sur tout le monde, inexorablement.

Simone Bitton: Je crois que l'enfermement, l'encerclement, la fermeture, c'est devenu l'essence de la vie des Palestiniens et des Israéliens: c'est quelque chose qui existait déjà à la fois dans la psychologie des Israéliens et dans la réalité, mais qui s'est renforcé au cours de ces dernières années avec un tas de mots nouveaux inventés qui sont parfois difficiles à traduire; d'ailleurs, je les connais en arabe, je les connais en hébreu, fermeture, bouclage, couvre-feu, etc.

Heike Hurst: Le film se construit en suivant les travaux du mur de séparation...

Simone Bitton: Je suis une documentariste assez classique, je veux faire des films sur des sujets qui me touchent, je ne veux pas seulement émouvoir, je veux qu'ils comprennent ce qui est devenu difficile à comprendre surtout par rapport au Moyen-Orient. Donc, il fallait qu'il y ait dans ce film le discours officiel du mur. La salle où le porte-parole donne ses interviews, il y a deux drapeaux autour de son fauteuil. Quand on voit ce lieu en plan séquences et en longueur et ce monsieur parler, entouré des deux drapeaux, ça donne un surplus de sens à ce qui est dit. Ce n'est pas de la mise en scène fabriquée, c'est réel.

Heike Hurst: Cet homme répond avec une certaine bienveillance à vos questions; d'après ce qu'il dit, un kilomètre de ce mur reviendrait à deux millions de dollars?

Simone Bitton: Deux millions de dollars, c'est le chiffre officiel. Un tracé de 500 km, qui n'arrête pas de s'allonger, ça fait des boucles, c'est pas un mur droit. C'est un mur qui encercle les communautés. Il y a des endroits où c'est une muraille de béton, d'autres, où c'est une fortification très large avec beaucoup de composantes, des tranchées, des barbelés, des caméras... à partir du moment où les travaux sont terminés, et le dispositif branché, c'est un mur infranchissable. En fait, j'ai filmé des chantiers, en juin-juillet derniers, encore maintenant le pays

entier est en chantier, c'est une étape dans l'histoire que je voulais saisir, cette étape où le paysage est en train d'être éventré, où la géographie est en train d'être violentée, cette étape où les gens découvrent eux-mêmes en même temps que ma caméra le voit, pour la première fois, on le découvre et un peu mieux parce qu'il y a une caméra.

Heike Hurst: En fait, nous assistons à la construction du mur.

Simone Bitton: Ce mur n'est pas dangereux en lui-même, si je puis dire; les barbelés ne sont pas électrifiés, il n'y a ni bombes ni mines. Le dispositif d'alerte est excessivement sophistiqué. Il y a des unités militaires tout le long, tous les 500 mètres. Dès que l'alerte est donnée, la patrouille arrive tout de suite pour arrêter ou tuer les gens. Il y a déjà des gens qui ont été tués parce qu'ils se sont approchés trop près.

Ce mur est plus qu'une démonstration de force, une démonstration de peur: on en profite pour en faire une réalité de spoliation. On choisit de gagner des terres sur l'autre côté. Quand on dit que c'est un mur entre Israël et la Palestine, c'est faux. Sur 95 % du tracé, c'est entre la Palestine et la Palestine, des deux côtés, le mur passe entre les champs et les maisons d'un village palestinien. Ça a commencé par la peur, c'est en train de se terminer en machine à expropriation.

Heike Hurst: Le temps de tournage?

Simone Bitton: Quatre semaines en une fois, mais beaucoup de préparation et de repérages avant. C'est vraiment un film sur le mur, il est presque dans tous les plans, on s'en éloigne, en particulier pour aller voir le processus de sa fabrication. La construction de ce mur en Israël, c'est une grosse entreprise industrielle, parce qu'il y a effectivement des kilomètres et des kilomètres de blocs de béton, des centaines de kilomètres de barbelés, des centaines de bulldozers de toutes sortes, qui travaillent, des foreuses, au niveau de l'ingénierie. Ce sont de gros contrats! Il y a 500 gros engins, genre gros caterpillars, des centaines de foreuses, des bulldozers. Les miradors ont commencé à pousser comme des champignons. Comment c'est fait, un mirador, comment c'est fabriqué, le mirador nouveau



Sortie le 20 octobre

modèle, celui du ^{XX}e siècle, c'est du préfabriqué. Fabriqués en usine, ils ont poussé comme des champignons, comment c'est fabriqué? C'est du préfabriqué en béton, fabriqué en usine, trois étages sont montés, comme un Lego. Chaque étage pèse 35 tonnes, ça fait plus de 100 tonnes le mirador.

Les armées modernes, civilisées, démocrates, américaines, israéliennes, les soldats, on essaie de les gêner. Ils ont un fauteuil qui tourne à 360 degrés pour qu'ils ne se fatiguent pas, mieux que le vôtre, des toilettes, des douches, l'air conditionné, ça m'a intéressée. Je suis allée dans cette usine, je ne savais vraiment pas comment on fabriquait du béton. Je n'avais aucune connaissance technique industrielle, ma première question était: « Comment on fait du béton? » Il y avait une partie de l'interview où l'ingénieur m'a expliqué la composition du béton. Simplement du béton armé, avec beaucoup de ferraille dedans, plus il y a de la ferraille dedans, plus il est armé. C'est la muraille de béton qui est la plus méchante, paradoxalement, c'est la plus facile à enlever. Parce qu'elle n'a pas de fondations, elle n'est pas très large. Ce sont des blocs comme des Lego imbriqués les uns dans les autres. La fortification – il y a des images dans le film – c'est comme pour le TGV qui passe, ça éventre le paysage, c'est 50 m de large sur des centaines de kilomètres, deux tranchées: là, où il y a la barrière métallique, elle est posée sur une fondation de béton qui va dix mètres dans le sol, c'est un vrai travail d'infrastructure, plus rien ne peut repousser, c'est asphalté! C'est beaucoup plus méchant!

Heike Hurst: Votre motivation, votre combat là-dedans?

Simone Bitton: Je suis très engagée, vraiment la motivation très profonde de ce film – que mes amis me pardonnent, défenseurs des droits de l'homme – pour ce film-là, ma motivation profonde venait de la défiguration

du paysage. J'ai vraiment senti qu'on défigurait un pays, qu'on n'avait pas le droit de défigurer, qu'on n'avait encore moins le droit de défigurer que n'importe quel autre pays: pour moi, faire ce qui a été fait au paysage de Bethléem et de Jérusalem c'est aussi grave que les statues détruites par les talibans! C'est la mort d'un paysage que j'ai filmée. C'est ce que j'ai voulu montrer, visuellement.

Heike Hurst: Beaucoup de gens dans le film abondent dans votre sens: ils disent, ce mur n'arrange rien.

Simone Bitton: J'étais heureuse que les gens disent ça; mais quand on vit dans la guerre, on s'y habitue, on trouve la paix étrange. Quand la folie s'empare d'un pays, d'une société, c'est très difficile de rester sain d'esprit à l'intérieur de ça. Parce que quand on est sain d'esprit, à l'intérieur de ça, on a peur d'être fou si les autres ne ressentent pas la même chose que vous. J'ai souvent ce sentiment-là.

Heike Hurst: Qu'est-ce qui vous a bouleversée le plus?

Simone Bitton: Tout m'a émue, c'était un tournage très bouleversant. Ce qui m'a bouleversée, c'est le mur, le mur lui-même.

Heike Hurst: Pourtant vous faites des rencontres magnifiques – on comprend mal comment toute cette humanité des deux côtés du mur n'ait pas la capacité de transformer la réalité du conflit – comment vous a-t-on accueillie pendant le tournage?

Simone Bitton: Ça fait très longtemps que je filme dans cette région, je connais très bien les codes, les nuances, j'ai plusieurs casquettes... plusieurs passeports, plusieurs langues. Je suis devenue très habile dans le passage des check-points, ça fait partie de mon métier, une documentariste qui travaille dans

ces régions où il y a beaucoup de forces de sécurité, beaucoup de méfiance. Il faut manœuvrer avec tout ça, sinon ça devient difficile, mais en même temps je dois dire... Beaucoup de journalistes se sont fait tuer ces derniers temps en Cisjordanie et à Gaza. La violence et le tribalisme, une des conséquences du tribalisme et je dois le dire même si ça me fait mal... Ma condition de juive me protège, et je n'ai pas honte d'en profiter!

Heike Hurst: Est-ce que le film vous a rendue plus sereine?

Simone Bitton: Non, non, je pense qu'on va à la catastrophe, je pense que la catastrophe est déjà là, on y va de plus en plus, vers quelque chose de très, très grave, pas seulement pour le Moyen-Orient. On va vers quelque chose que je n'ose même pas imaginer. C'est vraiment une troisième guerre qui commence... et vraiment mondiale...

Heike Hurst: Qu'est-ce que vous espérez de votre film?

Simone Bitton: Je suis très modeste. Les films ne changent pas le monde. En même temps, sans films, sans culture, le monde ne changerait pas. La vision du monde, de tout le monde, est façonnée par des actes culturels et artistiques. On est là pour ça, c'est la seule chose que je sache faire. Je ne dirai pas... Ça me paraîtrait obscène, je ne dirai pas: j'ai fait ce film pour que le monde prenne conscience!

Heike Hurst: Avez-vous vu Route 181 de Eyal Sivan et de Michel Khleifi, et qu'en pensez-vous?

Simone Bitton: Je pense que c'est un film important pour les Israéliens et les Palestiniens, je pense que c'est important que les Israéliens et les Palestiniens le voient parce que c'est un film qui parle de leur histoire, qui parle du passé. Je ne suis pas du tout d'accord quand les gens disent que, pour faire la paix au Moyen-Orient, il faut faire table rase du passé, oublier 1948, oublier les réfugiés, oublier tout ce qui fait mal, oublier la Shoah, faire une page blanche. Non, je pense que non, une des raisons pour lesquelles la guerre continue, c'est ça, c'est cette occultation du passé des uns et des autres. Ce film a ceci d'important que pendant tout le temps on se rend compte que les gens n'ont pas oublié, que les Palestiniens n'ont pas oublié 1948, que les Israéliens n'ont pas oublié leur pays d'origine qu'ils en sont nostalgiques bien souvent.

Heike Hurst: Auriez-vous envie de réaliser un film avec quelqu'un?

Simone Bitton: Ce n'est pas faire le film avec quelqu'un. C'est le quelqu'un, c'est comme l'amour ça, c'est le quelqu'un qui compte.



Strasbourg Liberté de circulation et d'installation



Manifestation des trois frontières, « À bas le régime des frontières ! ».

Du 23 au 30 OCTOBRE 2004 aura lieu à Strasbourg une semaine d'information et d'action intitulée « Pour la liberté de circulation et d'installation ». Le collectif appelant réunit des organisations françaises, suisses et allemandes qui sont investies aux côtés des sans-papiers ou qui soutiennent leur lutte. Le choix de Strasbourg comme lieu n'est pas anodin. En effet, la ville est un des centres du pouvoir européen, s'y trouve le Parlement européen, la Cour de justice des droits de l'homme, etc. Elle accueille aussi le cœur informatique du Système d'information Schengen qui fiche notamment les déboutés du droit d'asile de l'espace Schengen et qui constitue une des « murailles » de l'Europe-forteresse.

Voici un extrait du texte d'appel :

« La liberté de circulation et d'installation devrait être un droit fondamental garanti à toutes et à tous. Or, au regard des faits en Europe, beaucoup de migrantes et migrants n'ont aucun droit, notamment celui de travailler. Ils sont sous la menace permanente de l'expulsion et sont confrontés aux appareils répressifs des États.

Pendant que la mobilité des capitaux est encouragée, les frontières de l'Europe représentent des obstacles insurmontables pour beaucoup de gens. La majorité des hommes et des femmes, qui réussissent à passer les frontières, n'ont aucune chance d'obtenir une carte de séjour définitive, en raison de règlements très stricts en matière de titre de séjour et d'asile. [...]

Afin qu'il y ait un véritable changement des politiques d'immigration en Europe, nous exigeons :

- La régularisation de tous les sans-papiers;
- L'arrêt des expulsions;
- La libération de tous les sans-papiers emprisonnés;
- La fermeture des centres de rétention;
- L'abolition totale de la double peine (expulsion en cas de condamnation pénale);
- La liberté de circulation et d'installation;
- Une Europe ouverte et respectueuse des droits et libertés des étrangers;
- L'obligation pour les gouvernements de respecter les droits fondamentaux des sans-papiers sans interpréter les législations, déjà répressives, comme bon leur semble. »

groupe Juillet 1936, Strasbourg

groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org

Extrait du programme d'action :

- Samedi 23 octobre 2004 à 14 heures : Manifestation devant le SIS Strasbourg, quartier du Neuhof.
- Samedi 30 octobre 2004 :
 - 12 heures : action sur le pont du Rhin contre l'existence des frontières,
 - 15 heures : manifestation des « trois frontières » au centre-ville de Strasbourg.

Plus d'infos : <http://sans-pap.new.fr>

50 bougies pour notre journal !



Et pourtant ils existent !, 1954-2004, Le Monde libertaire a 50 ans, aux Éditions du Cherche Midi.

Au gré de plus de 400 pages organisées de façon thématique, c'est l'histoire du mouvement anarchiste de ces 50 dernières années que l'on voit transparaître. Disponible dans toutes les bonnes librairie, et notamment à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

numéro anniversaire



Le succès de notre numéro anniversaire est tel que le stock disponible à Publicis risque d'arriver à épuisement ! Nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs et lectrices, s'ils en ont la possibilité, de courir chez leur marchand de journaux pour se procurer le numéro hors-série.

Tourisme anarchiste du 23 au 25 octobre Une promenade à Barcelone

UN ITINÉRAIRE de trois heures et demie en bus permettra de connaître les faits les plus notoires de l'anarchisme avec pour objectif « d'arracher cette Barcelone de l'oubli ». L'idée est partie du collectif Tourisme Tactique et avec le soutien du consistoire barcelonais et de la municipalité. Il s'agit de faire une promenade en autobus – avec un peu de marche à pied – dans les lieux où le mouvement anarchiste a vécu ses grands moments, « faire un passage dans la ville pour expliquer une histoire cachée », déclare un des promoteurs, Maïte Ninou, qui explique que selon une récente enquête, 90 % des Barcelonais sont dans l'ignorance de tout ce qui touche au mouvement anarchiste ou en a une vision péjorative.

La visite commencera au Portal de Santa Madrona où se tint le premier congrès ouvrier en 1870 et où mourut l'anarchiste Francisco Ascaso en 1936, et passera par le monument de Colon d'où il y eut une tentative d'attentat contre Franco en 1946. El Raval et le Paralel sont des lieux emblématiques, avec les cheminées de La Canadiense, où l'anarchisme entama la première grève générale; c'est aussi dans cette partie de Barcelonè que Salvador Seguí est mort fusillé, sans oublier la fameuse bombe du Liceu.

Au cimetière de Montjuïc seront visitées les tombes de Durruti et de Ferrer i Guàrdia; le château où seront fusillés tellement d'anarchistes, et le monument aux Immolés. À Poblenou, quartier libertaire par excellence, on pourra visiter le siège de los Solidarios et la zone des barricades, à Can Felip. Le bus parcourra la Via Laietana pour rappeler qu'elle fut appelée Via Durruti en 1936, et l'on fera une halte pour voir le siège de la CNT, avant d'aller, plus en amont, à l'hôtel Ritz, converti en

cantine populaire durant la guerre civile. L'itinéraire n'oubliera pas le Camp de la Bota ni la prison Model, où ont été enfermés tant de militants libertaires.

La Route de l'anarchisme n'a pas oublié les tentatives de renaissance au cours de la Transition politique, avec les Journées libertaires du Parque Guell en 1977. La création du Mouvement ibérique de libération (MIL) sera rappelée dans le bar où la police a arrêté Salvador Puig Antich. Et l'incendie du théâtre de la Scala nous rappellera la « criminalisation du mouvement anarchiste ».

Au cours du trajet des documents d'époque seront diffusés pour mieux comprendre ce qu'a signifié l'anarchisme en Catalogne. Ce sont des illustrations nécessaires, parce que les changements urbanistiques rendent plus difficiles, dans certains cas, la mise en relation du lieu avec les faits. Par exemple, le camp de la Bota, où ont été exécutés des centaines d'anarchistes, a disparu avec le Forum.

Maïte Ninou explique la difficulté de réaliser ces documents historiques, parce que les pièces originales sont à la Filmothèque de Madrid et pas à Barcelone, et pense que l'on devrait en demander la dévolution, comme cela s'est passé « avec les documents de Salamanque ».

Sont programmés des itinéraires touristiques du 23 au 25 octobre. L'autocar partira du métro Drassanes jusqu'à Santa Madrona, à 10 heures du matin, et la balade prendra fin vers 14 heures. Les tickets, qui coûtent 3 euros, peuvent être réservés aux guichets du Palais de la Virreina de la Rambla et on peut aussi les acheter avant de monter dans le bus, dans la mesure des places disponibles.

Source: Avoi



winston smith

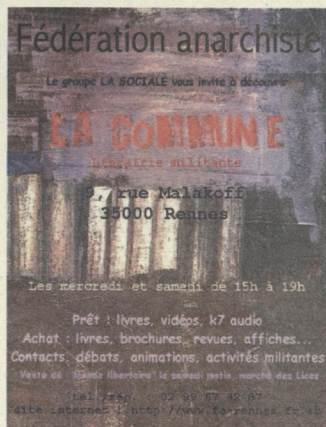
à Publico!

Exposition-rencontre-dédicace exceptionnelle de Winston Smith (artiste et notamment coupable des pochettes de disques pour les Dead Kennedys), autour de son dernier ouvrage *All riot on the western front*, les 27 et 28 octobre à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e. Un site : www.winstonsmith.com.



Affiche 45 x 60 cm : 7 euros les 50,

Autocollants : 2 euros les 50.



20% de l'humanité consomment
80% des ressources naturelles.
Nous consommons
2 planètes !

On arrête
les bêtises ?



Conférence - Débat
le 23 octobre à 16h
sur le thème de la décroissance

à l'Atelier Libertaire, 7 rue du Miquet Bordeaux

Invité, Jean-Pierre Tertrais

Projection du film, "Le bien commun"

Organisé par le Libré de Maguet, le Cercle Jean Béraud
Place de Bourgogne - Cours Victor Hugo - Rue de la rosaille - Rue du Muguet

Radio libertaire

Judi 21 octobre

Si Vis Pacem: de 18 heures à 19h30, la torture est-elle inhérente à la guerre? Marie Jo Cocher de l'ACAT sera l'invitée.

Entre chiens et loups: de 20h30 et 22 heures, David reçoit l'industrie du disque en crise avec Marsu, Nicolas Dufourniet et Patricia Bonnetaud.

Vendredi 22 octobre

La grenouille noire: de 21 heures à 22h30, les institutions financières internationales (Banque mondiale et FMI), avec l'association Les Amis de la Terre.

Samedi 23 octobre

La philanthropie de l'ouvrier charpentier: de 10 heures à 11h30, interview d'André Bucher, auteur du roman *Le pays qui vient de loin*.

Chronique syndicale: de 11h30 à 13h30, les catégories socio-professionnelles.

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, *La mascarade de l'Anarchie* de Percy B. Shelley et « Algérie qui résiste » avec Ghamia.

Dimanche 24 octobre

Tempête sur les planches: de 14 heures à 15h30, Apoplexification à l'aide de la rape à noix de muscade, création théâtrale à l'Hôpital psy de Ville-Évrard. Et un regard critique sur Les entretiens du spectacle vivant.

Lundi 25 octobre

Les destinées de l'histoire: de 18 heures à 20 heures, Michel Ragon, Stéphane, Floréal et Michel Drachline pour les parutions du livre et du hors-série des 50 ans du *Monde libertaire*.

Mardi 26 octobre

Pas de quartier: de 18 heures à 19h30, Jean-Loup Thébaud, philosophe, ainsi que Jean-François, son collègue, pour parler d'un certain Stirner.

Mercredi 27 octobre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Jimmy Reed, guitare, harmonica autour du cou et voix paresseuse.

Judi 28 octobre

Si Vis Pacem: de 18 heures à 19h30, Mouna contre les jeux et les jouets guerriers.

89.4 MHz
en région parisienne
et ailleurs sur Internet

Judi 21 octobre

Nîmes

Le groupe Gard Vaucluse de la FA vous invite à le rencontrer autour du thème « Qu'est ce que l'anarchisme? » au centre Pablo Néruda de Nîmes, salle 3, à 20h30. Entrée libre.

Rennes

Débat public: du développement à la décroissance, de la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme. Organisé par le groupe La Sociale de la fédération anarchiste, à la salle Brekilien, Maison du Champ-de-Mars, 6, cours des Alliés. À 20 heures.

Vendredi 22 octobre

Paris 7^e

Les éditions CNT de la région parisienne, l'association Sin Visa et le GALSIC propose un débat autour de *L'anarchisme à Cuba*, suivi de *Témoignages sur la révolution cubaine* de Franck Fernández et Augustin Souchy, avec l'auteur, E. Colombo et O. Alberola. Suivi du film *A partido único, periódico único*. À 21 heures, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, M° Solférino.

Besançon

Café Polar vous propose une rencontre avec J.-B. Pouy à 20h30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Organisée par l'Autodidacte et Pas sérial s'abstenir.

Samedi 23 octobre

Bordeaux

Conférence-débat sur le thème de la décroissance avec J.-P. Terrais

à 16 heures à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet. Projection du film *Le bien commun*. Organisée par la Librairie du Muguet et le Cercle Jean-Barrué.

Grenoble

Objection de conSCIENCE!
Les cobayes prennent la parole face aux états généraux de la recherche-armée-industrie. Exposition, films, débats et ateliers pour contrer cette manifestation. Organisé jusqu'au 29 octobre par Objection de conSCIENCE joignable à octobre2004@no-log.org.

Mardi 26 octobre

Chambéry

Le groupe AcrAtie de la FA reprend ses permanences. Ce soir à la Maison des assocs de 18h30 à 20h30, salle B112. Il en sera de même tous les 2^e et 4^e mardi de chaque mois.

Vendredi 5 novembre

Paris 18^e

L'anarcha-féminisme. Conférence-débat organisée par le groupe Pierre-Besnard à la Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche. À 20 heures.

Samedi 6 novembre

Metz

Festival « Chats rouges, chats noirs » ce samedi ainsi que le lendemain dimanche: débats, expos et concerts... au CALP à Metz Plantière (près du lycée Schuman). Pour plus d'infos: culture.57@cnt-f.org ou 06 10 63 51 25 (Maxime). Organisé par l'Union locale CNT Metz (<http://cnt-f.org/ul.metz>)

agenda



Ivan Brun : le Réveur.